

## WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS

### COUR D'ARBITRAGE

F. 92 — 2207

[C — 21243]

Arrêt n° 53/92 du 9 juillet 1992

Numéro du rôle : 297

*En cause* : le recours en annulation de l'article 215 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales, introduit par les époux Beauvois-Viatour et consorts.

La Cour d'arbitrage,

composée du juge f.f. de président J. Wathelet et du président J. Delva, et des juges D. André, F. Debaedts, K. Blanckaert, L. De Grève et M. Melchior, assistée du greffier H. Van der Zwalmen, présidée par le juge f.f. de président J. Wathelet,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet de la demande*

Par une requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 28 juin 1991 et reçue au greffe le 1<sup>er</sup> juillet 1991, l'annulation de l'article 215 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales, insérant un article 4 bis dans la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, est demandée par J. Heuvois et son épouse F. Viatour, agriculteurs, domiciliés Ferme d'Offoux 1, à 5370 Havelange, la société civile agricole Stassart-Himbe, dont le siège social est établi Néblon-le-Moulin 3, à 4590 Ouffet, ayant tous trois élu domicile au cabinet de MMes Ranscelot, Grégoire et Lejeune, avocats, avenue Blondin 21, à 4000 Liège; P. de Theux, agriculteur, domicilié chaussée de Malines 303, à 1970 Wezembeek-Oppem et H. Hautier, agriculteur, domicilié rue Plancenot 6, à 1401 Baulers, ayant élu domicile au cabinet de Me G. Goisse, avocat, rue Pépin 26, à 5000 Namur.

Par une requête adressée à la Cour sous le même pli que la requête ci-dessus, la société Stassart-Himbe et H. Hautier ont demandé la suspension de la disposition précitée. Cette demande a été rejetée par l'arrêt n° 29/91 du 24 octobre 1991.

#### II. *La procédure*

Par ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 1991, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu en l'espèce de faire application des articles 71 et suivants de la présente loi spéciale.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi spéciale susdite par lettres recommandées à la poste le 23 juillet 1991, remises aux destinataires les 24 et 25 juillet 1991.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale susdite a été publié au *Moniteur belge* du 30 juillet 1991.

L'association sans but lucratif Confédération des betteraviers belges, ayant élu domicile au cabinet de Me J.P. De Bandt, avocat, rue Bréderode 13, à 1000 Bruxelles, et l'association sans but lucratif Société générale des fabricants de sucre de Belgique, ayant élu domicile au cabinet de Me L. Simont, avocat à la Cour de cassation, rue H. Wafelaerts 47-51, à 1060 Bruxelles, ont chacune introduit un mémoire en intervention par lettres recommandées à la poste le 28 août 1991.

Le Conseil des ministres, représenté par le Premier ministre, dont le cabinet est établi rue de la Loi 16, à 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 5 septembre 1991.

Par ordonnance du 17 septembre 1991, le juge M. Melchior a été désigné comme membre du siège en remplacement du juge L. François.

Copies des mémoires ont été transmises conformément à l'article 89 de la loi organique par lettres recommandées à la poste le 24 septembre 1991 et remises aux destinataires les 25 et 26 septembre 1991.

Les parties requérantes ont introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 25 octobre 1991.

La Confédération des betteraviers a transmis un document intitulé « mémoire additionnel » par lettre recommandée à la poste le 13 mars 1992.

Par ordonnances du 21 novembre 1991 et du 25 mai 1992, la Cour a prorogé respectivement jusqu'au 28 juin 1992 et jusqu'au 28 décembre 1992 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 5 mai 1992, le président I. Pétry se déclarant empêché par suite de la proximité de la cessation de ses fonctions, il a été constaté que le juge J. Wathelet remplit les fonctions de président et que le juge D. André complète le siège et remplace le juge J. Wathelet en qualité de rapporteur.

Par ordonnance du 5 mai 1992, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 27 mai 1992.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 5 mai 1992, remises aux destinataires les 6 et 7 mai 1992.

A l'audience du 27 mai 1992 :

— ont comparu :

Me Y. Ranscelot et Me E. Grégoire, avocats du barreau de Liège, pour les parties requérantes Beauvois-Viatour et société Stassart-Himbe;

Me Ch. Dailliet loco Me J. Goisse, avocats du barreau de Namur, pour les requérants de Theux et Hautier;

Me J.M. Van der Mersch, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

Me N. Cahen, avocat du barreau de Bruxelles, loco Me L. Simont, avocat à la Cour de cassation, pour la Société générale des fabricants de sucre;

Me J.P. De Bandt et Me R. Ergec, avocats du barreau de Bruxelles, pour la Confédération des betteraviers belges;

- les juges D. André et L. De Grève ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

### III. En droit

#### Quant à l'objet du recours en annulation

1.B.1. Les parties requérantes demandent l'annulation de l'article 215 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales qui insère un article 4bis dans la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Cet article dispose :

\* § 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 3 de la présente loi, le Roi peut déterminer les conditions dans lesquelles le Ministre de l'Agriculture agréé les organisations professionnelles représentatives des fabricants de sucre et des vendeurs de betteraves et approuve les accords interprofessionnels réglant les relations individuelles et collectives entre fabricants de sucre et vendeurs de betteraves et réglant les droits et obligations des parties contractantes.

Ces accords interprofessionnels peuvent notamment prévoir des règles en ce qui concerne les conditions d'achat, de livraison, de réception et paiement des betteraves, en ce qui concerne les conditions de la répartition de droits de livraison de betteraves, la gestion de ces droits et la transmission de ces droits du titulaire vers un tiers avec ou sans transmission de la jouissance de terres et avec ou sans accord écrit du titulaire des droits cédant la jouissance de terres et en ce qui concerne les conditions dans lesquelles des retenues peuvent être effectuées par les fabricants de sucre sur les paiements des betteraves afin de couvrir les frais des activités de ces organisations professionnelles ou afin d'assurer la défense des intérêts qu'elles représentent ou le financement d'une participation dans le capital d'entreprises du secteur concerné.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 3 de la présente loi, le Roi peut déterminer les conditions dans lesquelles le Ministre de l'Agriculture agréé des organisations professionnelles représentatives soit des fabricants de sucre, soit des vendeurs de betteraves, soit des fabricants de sucre et vendeurs de betteraves et approuve les règles communes fixées par ces organisations professionnelles représentatives.

Ces règles communes peuvent concerner la production et la mise sur le marché des betteraves et du sucre et la défense des intérêts représentés.

Ces règles communes ne peuvent être contraires aux dispositions des accords interprofessionnels, visés au § 1er.

§ 3. Les organisations professionnelles représentatives agréées se soumettent au contrôle du Ministre de l'Agriculture ou de ses délégués en ce qui concerne leur comptabilité et en ce qui concerne l'application des accords interprofessionnels et règles communes approuvés.

Le contrôle peut être exercé par des fonctionnaires qui assistent comme observateurs à des réunions des organes de gestion.

Les accords interprofessionnels et les règles communes approuvés ont les effets juridiques de règlements et lient les catégories de personnes concernées. Ils sont publiés au Moniteur belge en annexe à l'arrêté ministériel d'approbation. »

1.B.2. Aux termes de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, la requête doit indiquer l'objet du recours et contenir un exposé des faits et des moyens. La Cour doit déterminer l'étendue du recours en annulation à partir du contenu de la requête.

Il ressort de la requête que les moyens invoqués par les parties requérantes visent exclusivement l'article 4bis, § 1er, alinéa 2, et spécialement l'habilitation que cette disposition accorde aux organisations professionnelles de régler par des accords interprofessionnels les conditions de la répartition des droits de livraison de betteraves et la transmission de ces droits du titulaire vers un tiers avec ou sans transmission de la jouissance de terres et avec ou sans accord écrit du titulaire des droits cédant la jouissance de terres. En revanche, il n'apparaît pas du contenu de la requête que les parties requérantes contestent l'habilitation à régler les conditions dans lesquelles des retenues peuvent être effectuées par les fabricants de sucre sur les paiements des betteraves, inscrite dans la disposition légale susdite.

La Cour constate donc que l'objet du recours est en réalité limité à l'article 4bis, § 1er, alinéa 2, et plus précisément au pouvoir qui y est accordé aux organisations professionnelles de régler par des accords interprofessionnels la répartition et la transmission des droits de livraison de betteraves.

#### Quant à l'intérêt à agir

A.1. Les requérants Beauvois et Viatour (premiers requérants) ainsi que de Theux (deuxième requérant) sont agriculteurs et ont obtenu à leur profit la validation d'un congé donné par leur père ou mère sur des terres susceptibles de produire des betteraves sucrières. Les preneurs du bail à ferme, qui doivent donc quitter les terres, bénéficiaient de droits de livraison. Les requérants, qui souhaitent obtenir le droit de planter des betteraves et de les livrer à un prix normal à la sucrerie, devront obtenir l'accord des preneurs pour la cession des droits de livraison et payer le prix de rachat de ces droits de livraison. Ils estiment cette situation inégale par rapport aux autres planteurs de betteraves qui bénéficient de droits de livraison. Selon eux, la norme attaquée les affecte directement et défavorablement dans leur situation juridique.

Les requérants société agricole Stassart-Himbe (troisième requérant) et Hautier (quatrième requérant) sont cultivateurs ou agriculteurs. Ils exploitent des terres susceptibles de produire des betteraves sucrières mais n'ont pas obtenu l'attribution d'un quota betteravier, ce qui les empêche de produire des betteraves et leur occasionne un manque à gagner.

A.2. La société générale des fabricants de sucre de Belgique, a.s.b.l. intervenante, conteste l'intérêt des requérants. Elle estime qu'ils n'ont pas intérêt à agir puisque le grief dont ils se plaignent ne résulte pas de la loi attaquée dont les dispositions sont absolument identiques à l'article 13, § 3, du règlement C.E.E. n° 206/68 qui, si la disposition légale devait être annulée, pourrait constituer le fondement légal d'un accord interprofessionnel réglant la répartition des droits de livraison. La partie intervenante fait aussi valoir que le grief dont se plaignent

les requérants ne découlent pas de la loi attaquée mais de l'accord interprofessionnel du 23 décembre 1985 approuvé par arrêté ministériel et que la Cour n'est pas compétente pour examiner l'application qui a été faite d'une disposition communautaire ou d'une disposition légale.

La partie intervenante estime que les premiers et troisième requérants n'ont pas non plus intérêt à agir en annulation. Ces requérants sont propriétaires de terres exploitées par des fermiers qui doivent quitter les terres et ils s'estiment atteints dans leur situation juridique parce qu'ils doivent obtenir l'accord écrit de ces fermiers et les payer pour obtenir la transmission des droits de livraison. La partie intervenante fait observer que le grief dont se plaignent les requérants ne résulte pas de la loi mais de l'accord interprofessionnel qui serait éventuellement conclu en vertu de la loi et qui prévoirait le mode de transmission critiqué par les requérants.

A.3. Dans son mémoire et à l'audience, la Confédération des betteraviers belges, seconde a.s.b.l. intervenante, conteste elle aussi l'intérêt à agir de l'ensemble des requérants. Constatant que les requérants ne font valoir aucun grief contre l'habilitation comme telle reconnue aux organisations interprofessionnelles par la disposition légale entreprise, ils n'invoquent par conséquent pas que la compétence ainsi octroyée serait, par elle-même, susceptible de violer les dispositions constitutionnelles dont la Cour assure le respect. Il en résulte, estime la partie intervenante, que les requérants ne justifient pas que leur situation juridique est directement et défavorablement affectée par la norme attaquée. Ces motifs valent tant pour l'habilitation à régler la répartition des droits de livraison que pour celle de régler la transmission de ces droits. En outre, la norme entreprise qui n'impose pas, par elle-même, le principe d'une transmission des droits de livraison ne saurait affecter directement la situation juridique des requérants pas plus qu'elle ne saurait les affecter défavorablement. Au demeurant, fait remarquer la partie intervenante, l'habilitation conférée par la norme entreprise est contenue dans le règlement n° 206/68/C.E.E. du 20 février 1968 et ce, dans les mêmes termes que la norme visée dans le recours.

A.4. Le Conseil des ministres fait valoir, quant à lui, que la norme entreprise n'empêche nullement les requérants d'obtenir un droit de livraison de betteraves, qu'il s'agit d'une loi d'habilitation et qu'il n'est donc pas certain que la norme attaquée lésera directement et automatiquement les requérants alors qu'en outre l'accord interprofessionnel n'a pas encore été approuvé par le ministre compétent. Concernant les requérants Beauvois, le Conseil des ministres fait valoir que rien ne permet d'affirmer qu'au 31 décembre 1992 ils n'obtiendront pas l'accord de leurs locataires sortants. Le Conseil des ministres souligne que la réglementation C.E.E. est transitoire et ne vaut, dans son état actuel, que jusqu'à la fin de la campagne betteravière 1992. Le Conseil des ministres considère que la situation des requérants n'est nullement inégale par rapport aux autres propriétaires dans les mêmes conditions.

Quant à l'intérêt de la société agricole Stassart-Himbe qui n'a pas produit de betteraves sucrières en 1981 et en 1982 et qui n'a pu recevoir un quota lorsqu'elle l'a demandé en 1983 parce que le système n'existait pas encore à l'époque, le Conseil des ministres estime qu'elle n'a pas intérêt à introduire le recours en annulation puisque l'annulation de la loi attaquée ne modifierait en rien la situation. Le Conseil des ministres estime aussi que les chiffres qu'elle avance ne paraissent pas sérieux.

Concernant le requérant de Theux, le Conseil des ministres développe le même raisonnement que celui qui est développé à propos du requérant Beauvois avec la seule différence que c'est au 1er novembre 1991 que le requérant de Theux pourra obtenir son droit de livraison.

Concernant le requérant Hautier, le Conseil des ministres estime que le même raisonnement que celui développé pour la société agricole Stassart-Himbe peut trouver à s'appliquer et qu'il conviendrait d'ajouter que c'est en pleine connaissance de cause que la requérante a acheté en 1984 une ferme qui n'avait plus produit de betteraves depuis plusieurs années et notamment au cours des années de référence.

2.B.1. L'article 107ter de la Constitution dispose :

« ... La Cour peut être saisie par toute autorité que la loi désigne, par toute personne justifiant d'un intérêt ou, à titre préjudiciel, par toute juridiction. »

Aux termes de l'article 2, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, les recours en annulation peuvent être introduits « par toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt ... ».

L'intérêt requis existe dans le chef de toute personne dont la situation pourrait être directement et défavorablement affectée par la norme attaquée.

2.B.2. La disposition attaquée - telle qu'elle a été précisée supra - confère une habilitation aux organisations professionnelles de régler par des accords interprofessionnels la répartition et la transmission des droits de livraison de betteraves.

Les requérants sont tous agriculteurs et exploitants de terres susceptibles de produire des betteraves sucrières. Leur situation est donc susceptible d'être affectée directement et défavorablement par la loi attaquée.

*Quant au premier moyen*

3.A.1. Le premier moyen est pris de la rupture d'égalité par le législateur à l'égard des propriétaires exploitants, précisément parce qu'il a voté une loi pour permettre l'exécution de l'acte annulé par le Conseil d'Etat.

Les requérants expliquent qu'un accord professionnel était intervenu, approuvé par un arrêté ministériel et que ces actes ont été annulés par un arrêt du Conseil d'Etat du 12 juin 1990 parce que les associations professionnelles habilitées à conclure ces accords professionnels par un règlement C.E.E. ne sont habilitées par ce règlement qu'à fixer des règles relatives à la conclusion et à l'exécution des contrats qui lient les fabricants et les planteurs et ne sont pas habilitées à fixer des règles relatives à des relations contractuelles liant d'autres personnes. Les requérants estiment que le pouvoir législatif, par la disposition attaquée, contourne la motivation du Conseil d'Etat et rompt l'égalité de principe à l'égard des requérants en votant une loi qui permet la validité d'un acte annulé par le Conseil d'Etat.

3.A.2. Dans son mémoire, l'a.s.b.l. Société générale des fabricants de sucre de Belgique, partie intervenante, estime d'abord ce premier moyen irrecevable à défaut de précision : il n'expose pas, en effet, selon elle en quoi il y aurait une violation des articles 6 et 6bis de la Constitution. En outre, ce moyen n'est pas fondé car il repose sur une interprétation inexacte de l'arrêt du Conseil d'Etat qui reprochait aux dispositions qui lui étaient soumises le défaut d'habilitation des organisations professionnelles à régler comme elles l'avaient fait la transmission du droit de livraison. La loi attaquée n'est donc pas venue valider un acte annulé par le Conseil d'Etat, mais pallier le défaut d'habilitation sanctionné. La partie conclut qu'en tant que le moyen revient à reprocher à la loi attaquée d'avoir contourné l'arrêt d'annulation, il manque en fait. La partie fait par ailleurs valoir qu'il ne saurait être trouvé dans l'objectif du législateur aucune cause de discrimination : se bornant à conférer une habilitation, la loi attaquée ne prive pas les requérants d'une garantie juridictionnelle dès lors que les dispositions réglementaires qui seraient prises en vertu de cette habilitation sont susceptibles d'être soumises au contrôle du Conseil d'Etat. Elle conclut que le moyen manque donc aussi en droit.

3.A.3. En ce qui concerne ce premier moyen, qu'elle réfute pour non-fondement, l'a.s.b.l. Confédération des betteraviers belges, autre partie intervenante, estime que la disposition attaquée avait pour intention de créer une base légale pour les accords interprofessionnels et qu'elle ne vise en rien à relever rétroactivement de la nullité qui les frappe l'accord interprofessionnel et l'arrêté ministériel portant approbation de cet accord.

3.A.4. Dans son mémoire, le Conseil des ministres expose, concernant le premier moyen, les motifs pour lesquels le Conseil d'Etat a rendu son arrêt d'annulation, motifs tirés du défaut d'habilitation; il relève que le Conseil d'Etat a lui-même estimé que l'autorité compétente pour régler la matière pouvait prévoir un mode de transmission des droits de livraison découlant du caractère qu'elle décidait de leur attribuer. Le Conseil des ministres fait valoir que la disposition attaquée a précisément pour objet de constituer la base légale qui manquait aux actes qui ont été annulés par le Conseil d'Etat. Il estime donc que le pouvoir législatif n'a pas contourné la motivation du Conseil d'Etat.

3.A.5. Dans leur mémoire en réponse, les requérants s'attachent à réfuter la thèse de la partie adverse et des parties intervenantes. Ils estiment que la loi attaquée a bien eu pour but de contourner l'arrêt du Conseil d'Etat et de maintenir la discrimination entre les planteurs déjà titulaires d'un quota et les autres. Selon eux, la loi attaquée n'a pas pu donner une base légale aux nouveaux accords interprofessionnels en les autorisant à déroger à l'article 544 du Code civil et à la législation sur les baux à ferme : il aurait fallu pour cela, affirment-ils, que la loi du 29 décembre 1990 en décide ainsi et qu'elle précise exactement quelle modification elle apportait au Code civil et aux baux à ferme. Or ce n'est manifestement pas le cas.

3.B.1. Par son arrêt du 12 juin 1990 (n° 35194), le Conseil d'Etat a annulé l'accord interprofessionnel du 17 mars 1987 fixant les conditions générales d'achat et de réception des betteraves sucrières pour les campagnes 1986, 1987 à 1990-1991 ainsi que l'article 2 de l'arrêté ministériel du 14 octobre 1987 en tant qu'il approuve cet accord.

Il apparaît de la motivation de l'arrêt que le Conseil d'Etat a estimé que les auteurs de l'accord interprofessionnel n'étaient pas habilités par le règlement (C.E.E.) n° 206/68 à fixer des règles relatives à des relations contractuelles liant d'autres personnes que les fabricants de sucre et les planteurs ni à déroger à l'article 544 du Code civil et à la législation sur les baux à ferme.

La disposition attaquée a pour objet de conférer aux organisations professionnelles l'habilitation qui leur faisait défaut. Elle n'a cependant pas pour objet de confirmer des actes administratifs annulés par le Conseil d'Etat et ne prive donc pas une catégorie de justiciables d'une garantie juridictionnelle essentielle.

Le premier moyen n'est donc pas fondé.

*Quant au deuxième moyen*

4.A.1. Les requérants prennent un deuxième moyen tiré de la violation par la loi des articles 6 et 6bis de la Constitution en ce que le nouvel article 4bis consacre une discrimination entre les Belges, exploitants agricoles disposant de terres susceptibles de produire des betteraves. En effet, la loi attaquée a maintenu la possibilité de réserver au preneur sortant de donner ou non son accord au nouveau planteur pour la transmission des droits de livraison. Ils estiment que la loi a permis ainsi la création d'un système dans lequel il n'y a aucune distinction objective et égalitaire des quotas en fonction de l'ensemble des planteurs, anciens et nouveaux, suivant les surfaces sous labour.

4.A.2. Concernant ce deuxième moyen, l'a.s.b.l. Société générale des fabricants de sucre de Belgique estime d'abord, dans son mémoire en intervention, que, dès lors que le droit de livraison est un droit contractuel, le moyen doit être rejeté parce que les articles 6 et 6bis sont étrangers à un droit de cette nature.

La partie intervenante estime par ailleurs que le moyen devrait être rejeté en tant qu'il reproche à la loi une discrimination entre titulaires et non titulaires d'un tel contrat parce que ce n'est pas la loi attaquée qui règle l'attribution et la répartition des droits de livraison, mais bien les accords interprofessionnels. Elle fait enfin valoir qu'il faut observer que les droits de livraison ont été négociés de manière à ce que toutes les parties concernées, tous les vendeurs de betteraves dont les requérants n'étaient pas, bénéficient de droits identiques et qu'il va de soi que les requérants ne sauraient trouver une discrimination dans la circonstance que ceux qui comme eux n'étaient pas et ne sont pas des vendeurs de betteraves n'ont pas reçu ce droit. La production de sucre et par conséquent la production de betteraves étant limitées par la réglementation communautaire, la limitation pour l'avenir de l'avantage procuré par l'attribution d'un droit de livraison se trouve en outre justifiée, selon le mémoire, par le but poursuivi par une telle limitation et est dans un rapport de proportionnalité raisonnable avec ce but. La partie intervenante estime que les requérants n'invoquent pas de discrimination par rapport à ceux qui se trouvent dans la même situation que la leur d'être exploitant non titulaire d'un droit de livraison. Quant au grief qui s'attache aux modalités possibles de transmission, la partie intervenante estime que la loi attaquée, loin de désavantager les requérants, offre une possibilité supplémentaire d'acquérir le droit, sans attendre une redistribution ou un réajustement et que l'accord du cédant, qui s'est vu attribuer le droit, par contrat, à titre personnel et en raison de sa production antérieure, se justifie au regard des règles qui président au droit des obligations et au regard du droit communautaire.

4.A.3. Pour sa part, la partie intervenante a.s.b.l. Confédération des betteraviers belges réfute pour non-fondement le deuxième moyen invoqué par les requérants. Elle fait valoir que la disposition légale vise exclusivement à assurer une base légale pour la conclusion d'accords interprofessionnels et ne contient en elle-même aucune disposition relative à l'attribution de droits de livraison pour des betteraves. L'on voit mal dans ces conditions, estime-t-elle, comment la disposition attaquée aurait pu enfreindre l'égalité entre les exploitants agricoles disposant des terres susceptibles de produire des betteraves.

4.A.4. Le Conseil des ministres, quant à lui, voit deux branches dans le deuxième moyen. La première branche reviendrait à trouver une discrimination dans le cas d'exploitation betteravière en cas de mouvements fonciers. Dans son mémoire, le Conseil des ministres estime qu'en permettant aux accords interprofessionnels de réglementer la transmission des droits de livraison vers un tiers avec ou sans transmission de la jouissance de terre et avec ou sans accord écrit du titulaire des droits cédant la jouissance de terre, le législateur n'a pas autorisé l'établissement de critères qui ne seraient pas objectifs, justifiés et raisonnables. Il estime que le moyen utilisé par le législateur est normal et nécessaire par rapport à l'objectif poursuivi : permettre l'établissement d'accords interprofessionnels prévus par la réglementation C.E.E. pour limiter la production de betteraves; ce qui n'est nullement déraisonnable et n'empêche nullement que tous ceux qui se trouvent dans la même situation spécifique, aisément identifiable, soient traités de la même façon.

La deuxième branche que le Conseil des ministres voit dans ce deuxième moyen est qu'il y aurait discrimination parce qu'il ne peut y avoir de nouvelles exploitations betteravières. En ce qui concerne cette seconde branche, selon le Conseil des ministres, la réponse est immédiate et évidente : ce n'est pas l'article 215 litigieux qui freine l'augmentation de la production de betteraves en Belgique, mais la réglementation C.E.E.

4.A.5. Dans leur mémoire en réponse, les requérants se disent d'accord pour considérer que leur deuxième moyen comporte deux branches.

Première branche : il ne peut y avoir de nouvelles exploitations de betteraves sur les terres susceptibles d'en produire.

Les requérants contestent les arguments du Conseil des ministres selon lesquels c'est la réglementation de la C.E.E. qui freine l'augmentation de la production de betteraves en Belgique. Ce n'est pas la limitation communautaire qui est en cause, selon eux, mais les possibilités de production pour tous les producteurs potentiels entre lesquels il ne peut être fait de distinction suivant qu'ils sont établis ou non. Selon les requérants, cette discrimination viole manifestement l'article 6 de la Constitution.

Deuxième branche : en cas de mouvement foncier, le nouvel exploitant ne peut obtenir de droit de livraison qu'avec l'accord de l'ancien exploitant (et naturellement le paiement à ce dernier de son droit de livraison). Les parties requérantes considèrent inadmissible que le cédant ait la possibilité de refuser son accord ou de le monnayer. Le cédant a par définition abandonné son exploitation et ne peut donc plus livrer de betteraves : en vertu de quoi peut-il contraindre le nouvel exploitant à lui payer un droit qu'il a définitivement perdu ? demandent les requérants qui font par ailleurs valoir que les exploitants non pourvus de quota se voient systématiquement refuser l'octroi d'un quelconque droit de livraison; ils estiment donc qu'il y a une discrimination qui joue à plein pour eux.

Par ailleurs, les requérants rejettent l'allégation selon laquelle tous les exploitants seraient traités de la même façon. Pour eux, la question n'est pas de savoir si tous les exploitants non pourvus de quota sont traités de la même façon, mais bien desavoir s'il est juste et raisonnable que les producteurs en place puissent monopoliser à leur seul profit les droits de livraison. Les requérants font valoir qu'ils n'ont jamais soutenu que les droits de livraison devraient être attribués au propriétaire de la terre, mais bien à l'exploitant de celle-ci, qu'il soit propriétaire ou locataire. Les requérants ne sont pas non plus d'accord avec la thèse de la partie intervenante l'a.s.b.l. Société générale des fabricants de sucre qui consiste à prétendre que les articles 6 et 6bis sont étrangers à un droit contractuel. Ils estiment que, dès lors qu'ils n'ont plus la possibilité d'obtenir des droits de livraison auprès des sucreries, leurs droits sont gravement menacés, qu'ils sont en situation de discrimination par rapport à d'autres planteurs privilégiés et qu'ils ne sont plus égaux devant la loi. L'article 6bis de la Constitution proclame que la jouissance des droits doit être assurée sans discrimination. On ne comprend pas l'argumentation qui consiste à prétendre que pour certains droits on pourrait créer une discrimination, parce qu'ils seraient de nature contractuelle.

4.B.1. La loi entreprise habilite les organisations professionnelles à régler par des accords interprofessionnels les conditions de la répartition des droits de livraison.

Cette habilitation n'est pas en soi contraire aux articles 6 et 6bis de la Constitution : on ne peut présumer qu'elle puisse dispenser les organisations professionnelles du respect desdits articles lorsqu'elles concluent des accords interprofessionnels ni qu'elle puisse, notamment par les conditions que le Roi détermine, permettre au Ministre de l'Agriculture d'approuver, des accords ne respectant pas ces dispositions constitutionnelles.

La mise en application de la disposition légale ne relève pas de la compétence de la Cour.

4.B.2.a. La disposition attaquée habilite les organisations professionnelles à régler par des accords interprofessionnels la transmission des droits de livraison du titulaire vers un tiers avec ou sans transmission de la jouissance de terres et avec ou sans accord écrit du titulaire des droits cédant la jouissance des terres.

Les requérants font valoir que cette disposition méconnaît les articles 6 et 6bis de la Constitution parce qu'elle permet de réserver au titulaire des droits cédant la jouissance de terres de donner son accord au nouveau planteur pour la transmission des droits de livraison.

4.B.2.b. L'habilitation donnée par le législateur aux organisations professionnelles de régler par accord interprofessionnel la transmission des droits de livraison de betteraves n'est pas en soi contraire aux articles 6 et 6bis de la Constitution pour autant que cette habilitation ne permette pas d'instaurer un régime de transmission qui soit contraire à ces dispositions constitutionnelles, ce que la Cour doit examiner.

4.B.3. Les règles constitutionnelles de l'égalité des Belges et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre certaines catégories de personnes, pour autant que le critère de différenciation soit susceptible de justification objective et raisonnable. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

La loi attaquée permet de maintenir et d'aggraver la distinction faite, dès les premiers accords interprofessionnels, entre les producteurs qui se sont vu accorder un droit de livraison et les autres. Elle permet, en effet, aux organisations professionnelles concluant l'accord de subordonner la transmission des droits de livraison à l'accord écrit du titulaire des droits cédant la jouissance de terres. Ce dernier, qui déjà était favorisé par l'octroi d'un droit de livraison, reçoit de la sorte la possibilité de voir cet avantage se doubler d'un second, celui de céder son droit de livraison à qui il veut et selon les conditions qu'il détermine. Cet avantage ne peut être justifié au regard du but poursuivi par le législateur, qui est d'assurer une répartition équitable des droits de livraison des betteraves, compte tenu du quota maximum accordé à la Belgique par les règlements de la C.E.E. Il est d'autant moins justifié qu'il a pour effet de réduire, pour ceux qui, à l'origine, ne s'étaient pas vu octroyer de droits de livraison et étaient de ce fait désavantagés, les chances d'en obtenir à la faveur d'une redistribution de ces droits.

Il y a donc lieu d'annuler l'article 215 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales en tant qu'il insère, dans la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, un article 4bis, § 1er, alinéa 2, qui habilite les organisations professionnelles à régler, par accords interprofessionnels, la transmission des droits de livraison de betteraves du titulaire vers un tiers, dans la mesure où cette habilitation permet de subordonner cette transmission à l'accord écrit du titulaire des droits cédant la jouissance de terres.

*Quant au troisième moyen*

5.B. Le troisième moyen est tiré de la violation de l'article 11 de la Constitution et de l'article 1er du protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 20 mars 1952 approuvé par la loi du 13 mai 1955.

La Cour ne peut connaître de moyens qui invoquent la violation directe de l'article 11 de la Constitution ou de Conventions internationales, et qui n'exposent pas, par ailleurs, en quoi leur méconnaissance constituerait une violation des articles 6, 6bis et 17 de la Constitution.

Par ces motifs,

La Cour

annule l'article 215 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales, dans la mesure où il habilite les organisations professionnelles à subordonner, par accords interprofessionnels, la transmission des droits de livraison de betteraves à l'accord écrit du titulaire des droits cédant la jouissance de terres.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 9 juillet 1992.

Le greffier,  
H. Van der Zwaimen.

Le président,  
J. Wathelet.

## ARBITRAGEHOF

N. 92 — 2207

[C — 21245]

## Arrest nr. 53/92 van 9 juli 1992

Rolnummer 297

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 215 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, ingesteld door de echtgenoten Beauvois-Viatour en medeverzoekers.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit waarnemend voorzitter rechter J. Wathelet en voorzitter J. Delva, en de rechters D. André, F. Debaedts, K. Blanckaert, L. De Grève en M. Melchior, bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen, onder voorzitterschap van waarnemend voorzitter rechter J. Wathelet,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de vordering*

Bij verzoekschrift dat bij op 28 juni 1991 ter post aangetekende brief aan het Hof is toegezonden en op 1 juli 1991 ter griffie is ontvangen, wordt de vernietiging van artikel 215 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, dat inde wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten een artikel 4bis invoegt, gevorderd door J. Beauvois en zijn echtgenote F. Viatour, landbouwers, wonende te 5370 Havelange, Ferme d'Offoux 1, de landbouwvennootschap Stassart-Himbe, met zetel te 4590 Ouffet, Néblon-le-Moulin 3, die allen woonplaats hebben gekozen ten kantore van Mrs Ranscelot, Grégoire en Lejeune, advocaten, te 4000 Luik, avenue Blondes 21; P. de Theux, landbouwer, wonende te 1970 Wezembeek-Oppem, Mechelsesteenweg 303 en H. Hautier, landbouwer, wonende te 1401 Baulers, rue Plancenoit 6, die woonplaats hebben gekozen ten kantore van Mr. G. Goisse, advocaat, te 5000 Namen, rue Pépin 26.

In een verzoekschrift dat samen met het hierboven vermelde verzoekschrift aan het Hof is toegezonden, hebben de vennootschap Stassart-Himbe en H. Hautier de schorsing van de bovenvermelde bepaling gevorderd. Die vordering is verworpen bij arrest nr. 29/91 van 24 oktober 1991.

II. *Rechtspleging*

Bij beschikking van 1 juli 1991 heeft de voorzitter in functie de leden van de zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er ten deze geen reden was om de artikelen 71 en volgende van de voormelde bijzondere wet toe te passen.

Conform artikel 76 van de bovenvermelde bijzondere wet is van het beroep kennis gegeven bij op 23 juli 1991 ter post aangetekende brieven, die op 24 en 25 juli 1991 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Het bij artikel 74 van de bovenvermelde bijzondere wet voorgeschreven bericht is in het *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 1991 bekendgemaakt.

De vereniging zonder winstooigemerk « Confederatie van de Belgische Bietplanters », die woonplaats heeft gekozen ten kantore van Mr. J.P. De Bandt, advocaat, Brederodestraat 13, 1000 Brussel, en de vereniging zonder winstooigemerk « Algemene Maatschappij der Suikerfabrikanten van België », die woonplaats heeft gekozen ten kantore van Mr. L. Simont, advocaat bij het Hof van Cassatie, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1000 Brussel, hebben ieder bij op 28 augustus 1991 ter post aangetekende brieven een memorie van tussenkomst neergelegd.

De Ministerraad, vertegenwoordigd door de Eerste Minister, met ambtswoning te 1000 Brussel, Wetstraat 16, heeft bij op 5 september 1991 ter post aangetekende brief een memorie ingediend.

Bij beschikking van 17 september 1991 is rechter M. Melchior als lid van de zetel aangewezen ter vervanging van rechter L. François.

Afschriften van die memories zijn conform artikel 89 van de organieke wet bij op 24 september 1991 ter post aangetekende brieven verstuurd en op 25 en 26 september 1991 aan de geadresseerden ter hand gesteld.

De verzoekende partijen hebben bij op 25 oktober 1991 ter post aangetekende brief een memorie van antwoord ingediend.

De Confederatie van de Belgische Bietplanters heeft bij op 13 maart 1992 ter post aangetekende brief een document met als titel « aanvullende memorie » overgezonden.

Bij beschikkingen van 21 november 1991 en van 25 mei 1992 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest dient te worden gewezen, respectievelijk tot 28 juni 1992 en tot 28 december 1992 verlengd.

Bij beschikking van 5 mei 1992, nadat voorzitter I. Pétry zich verhinderd verklaard had wegens de nabijheid van haar ambtsneerlegging, is vastgesteld dat rechter J. Wathelet de functie van voorzitter waarneemt en dat rechter D. André de zetel aanvult en rechter J. Wathelet als verslaggever vervangt.

Bij beschikking van 5 mei 1992 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en bepaald dat de zaak voorkomt op de terechtzitting van 27 mei 1992.

Van die beschikking is aan de partijen kennis gegeven, die, evenals hun advocaten, van de datum van de terechtzitting op de hoogte zijn gebracht bij op 5 mei 1992 ter post aangetekende brieven, die op 6 en 7 mei 1992 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Op de terechtzitting van 27 mei 1992 :

— zijn verschenen :

Mr. Y. Ranscelot en Mr. E. Grégoire, advocaten bij de balie te Luik, voor de verzoekende partijen Beauvois-Viatour en de vennootschap Stassart-Himbe;

Mr. Ch. Dailliet loco Mr. J. Goisse, advocaten bij de balie te Namen, voor de verzoekers de Theux en Hautier;

Mr. J.M. Van der Mersch, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

Mr. N. Cahen, advocaat bij de balie te Brussel, loco Mr. L. Simont, advocaat bij het Hof van Cassatie, voor de Algemene Maatschappij der Suikerfabrikanten van België;

Mr. J.P. De Bandt en Mr. R. Ergec, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Confederatie van de Belgische Bietplanters;

— hebben de rechters D. André en L. De Grève verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd conform de artikelen 62 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte**Ten aanzien van het onderwerp van het beroep tot vernietiging*

1.B.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van artikel 215 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, dat een artikel 4 *bis* invoegt in de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in de landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Dat artikel bepaalt :

« § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 3 van deze wet, kan de Koning de voorwaarden bepalen waaronder de Minister van Landbouw de representatieve beroepsorganisaties van suikerfabrikanten en van de verkopers van bieten erkent en de overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven goedkeurt waarbij de individuele en collectieve betrekkingen tussen suikerfabrikanten en de verkopers van bieten worden geregeld, alsmede de rechten en verplichtingen van de contracterende partijen.

Deze overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven kunnen inzonderheid regels bevatten met betrekking tot de voorwaarden voor aankoop, levering, ontvangst en betaling van bieten, met betrekking tot de voorwaarden van de verdeling van leveringsrechten, het beheer van deze rechten en de overdracht van deze rechten van de titularis naar een derde met of zonder overdracht van het genot van gronden en met of zonder het schriftelijk akkoord van de titularis van de rechten die het genot van gronden overlaat en met betrekking tot de voorwaarden waaronder de afhoudingen verricht kunnen worden door de suikerfabrikanten op de betaling van de bieten met het oog op het dekken van de kosten van de activiteiten van de beroepsorganisaties of met het oog op het verzekeren van de behartiging van de belangen die zij vertegenwoordigen of de financiering van een deelname in het kapitaal van ondernemingen van de betrokken sector.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van artikel 3 van deze wet, kan de Koning de voorwaarden bepalen waaronder de Minister van Landbouw representatieve beroepsorganisaties erkent, hetzij van de suikerfabrikanten, hetzij van de bietenverkopers, hetzij van de suikerfabrikanten en bietenverkopers en de gemeenschappelijke regels, vastgesteld door deze representatieve beroepsorganisaties, goedkeurt.

Die gemeenschappelijke regels kunnen betrekking hebben op de produktie en het op de markt brengen van de bieten en van de suiker, alsmede op de behartiging van de vertegenwoordigde belangen.

Die gemeenschappelijke regels mogen niet strijdig zijn met de bepalingen van de overeenkomsten van het bedrijfsleven, bedoeld in § 1.

§ 3. De erkende representatieve beroepsorganisaties onderwerpen zich aan het toezicht van de Minister van Landbouw of van zijn afgevaardigden met betrekking tot hun boekhouding en met betrekking tot de toepassing van de goedgekeurde overeenkomsten van het bedrijfsleven en gemeenschappelijke regelen.

Het toezicht kan uitgeoefend worden door ambtenaren die als waarnemer aan vergaderingen van de beheersorganen deelnemen.

De goedgekeurde overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven en gemeenschappelijke regels hebben de rechtsgevolgen van verordeningen en binden de categorieën van betrokken personen. Zij worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* als bijlage bij het ministerieel besluit tot goedkeuring. »

1.B.2. Krachtens artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof moet het verzoekschrift het onderwerp van het beroep vermelden en een uiteenzetting van de feiten en middelen bevatten. Het Hof moet de omvang van het beroep tot vernietiging bepalen op basis van de inhoud van het verzoekschrift.

Uit het verzoekschrift blijkt dat de door de verzoekende partijen aangevoerde middelen uitsluitend betrekking hebben op artikel 4 *bis*, § 1, tweede lid, en meer bepaald op de daarin aan de beroepsorganisaties gegeven machtiging om via overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven de voorwaarden te regelen voor de verdeling van de leveringsrechten voor bieten en de overdracht van die rechten van de titularis naar een derde met of zonder overdracht van het genot van gronden en met of zonder het schriftelijk akkoord van de titularis van de rechten die het genot van gronden overlaat. Daarentegen blijkt uit de inhoud van het verzoekschrift niet dat de verzoekende partijen de in de voormelde wetsbepaling vervatte machtiging betwisten om de voorwaarden te regelen waarin de suikerfabrikanten afhoudingen op de betalingen van de bieten kunnen doen.

Het Hof stelt dus vast dat het onderwerp van het beroep in werkelijkheid beperkt is tot artikel 4 *bis*, § 1, tweede lid, en meer bepaald tot de daarin aan de beroepsorganisaties gegeven machtiging om via overeenkomsten van het bedrijfsleven de verdeling en de overdracht van de leveringsrechten voor bieten te regelen.

*Ten aanzien van het belang om in rechte te treden*

A.1. De verzoekers Beauvois en Viatour (eerste verzoekers) en de verzoeker de Theux (tweede verzoeker) zijn landbouwers en hebben de geldigverklaring verkregen van een opzegging door hun vader of moeder betreffende gronden waarop suikerbieten kunnen worden geteeld. De pachters, die dus die gronden moeten verlaten, genoten leveringsrechten. De verzoekers, die het recht wensen te verkrijgen om bieten te planten en ze tegen een normale prijs aan de suikerfabriek te leveren, zullen het akkoord van de pachters voor de afstand van de leveringsrechten moeten krijgen en de prijs voor het overnemen van die leveringsrechten moeten betalen. Zij achten die situatie ongelijk ten opzichte van de andere bietplanters die leveringsrechten genieten. Volgens hen raakt de aangevochten norm hen rechtstreeks en ongunstig in hun rechtssituatie.

De verzoekers landbouwwennootschap Stassart-Himbe (derde verzoeker) en Hautier (vierde verzoeker) zijn akkerbouwers of landbouwers. Zij bebouwen gronden waarop suikerbieten kunnen worden geteeld maar zij hebben geen bietenquotum toegewezen gekregen, zodat zij geen bieten kunnen telen, wat voor hen een inkomensderving veroorzaakt.

A.2. De Algemene Maatschappij der Suikerfabrikanten van België (tussenkommende v.z.w.) betwist het belang van de verzoekers. Zij is van oordeel dat zij geen belang hebben om in rechte te treden omdat hun klacht niet voortvloeit uit de bestreden wet, waarvan de bepalingen volstrekt identiek zijn met artikel 13, § 3, van de E.E.G.-verordening nr. 206/68 die, mocht de wetsbepaling worden vernietigd, de wettelijke grondslag zou kunnen vormen voor een overeenkomst die de verdeling van de leveringsrechten regelt. De tussenkommende partij voert ook aan dat de klacht van de verzoekers niet voortvloeit uit de aangevochten wet maar uit de overeenkomst van het bedrijfsleven van 23 december 1985, die is goedgekeurd bij ministerieel besluit, en dat het Hof niet bevoegd is om de toepassing van een gemeenschapsbepaling of een wetsbepaling te onderzoeken.

De tussenkommende partij is van mening dat de eerste en de derde verzoeker er evenmin belang bij hebben de vernietiging te vorderen. Die verzoekers zijn eigenaar van gronden die worden bebouwd door landbouwers die de gronden moeten verlaten en zij achten zich in hun rechtssituatie geraakt omdat zij het schriftelijk akkoord van die landbouwers moeten krijgen en hen moeten betalen voor de overdracht van de leveringsrechten. De tussenkommende partij doet opmerken dat de klacht van de verzoekers niet voortvloeit uit de wet maar uit de overeenkomst van het betrokken bedrijfsleven die eventueel krachtens de wet zou worden gesloten en die de door de verzoekers aangevochten wijze van overdracht zou voorschrijven.

A.3. In haar memorie en op de terechtzitting betwist ook de Confederatie van de Belgische Bietplanters (tweede tussenkommende v.z.w.) het belang van alle verzoekers om in rechte te treden. Zij stelt vast dat de verzoekers geen enkele grief doen gelden tegen de machtiging als dusdanig van de beroepsorganisaties door de bestreden wetsbepaling; de verzoekers voeren bijgevolg niet aan dat de aldus toegekende bevoegdheid op zich de

Grondwetsbepalingen waarvan het Hof de naleving verzekert, kan schenden. Volgens de tussenkomenende partij vloeit daaruit voort dat de verzoekers niet aantonen dat de aangevochten norm hen rechtstreeks en ongunstig in hun rechtssituatie raakt. Die beweegredenen gelden zowel voor de machtiging om de verdeling van de leveringsrechten te regelen als voor de machtiging om de overdracht van die rechten te regelen. Bovendien kan de aangevochten norm, die op zich niet het beginsel van een overdracht van leveringsrechten oplegt, de verzoekers niet rechtstreeks en evenmin ongunstig in hun rechtssituatie raken. De tussenkomenende partij doet ook opmerken dat de door de aangevochten norm verleende machtiging eigenlijk is opgenomen in de E.E.G.-verordening nr. 206/68 van 20 februari 1968 en zulks in dezelfde bewoordingen als de in het beroep beoogde norm.

A.4. Van zijn kant doet de Ministerraad opmerken dat de aangevochten norm de verzoekers geenszins belet een leveringsrecht voor bieten te verkrijgen, dat het gaat om een machtigingswet en dat het dus niet zeker is dat de bestreden norm rechtstreeks en automatisch de verzoekers nadeel zal berokkenen, terwijl bovendien de overeenkomst van het bedrijfsleven door de bevoegde minister nog niet is goedgekeurd. Wat de verzoekers Beauvois betreft, voert de Ministerraad aan dat niets toelaat te beweren dat zij tegen 31 december 1992 niet het akkoord van de uitredende huurders zullen krijgen. De Ministerraad beklemtoont dat de E.E.G.-reglementering een overgangsmaatregel is en, in haar huidige toestand, slechts geldt tot aan het einde van de biencampagne 1992. De Ministerraad is van mening dat de situatie van de verzoekers geenszins ongelijk is ten opzichte van de andere eigenaars die zich in dezelfde situatie bevinden.

Wat het belang betreft van de landbouwennootschap Stassart-Himbe, die in 1981 en 1982 geen suikerbieten heeft geproduceerd en die geen quotum heeft kunnen krijgen toen zij dat in 1983 heeft gevraagd omdat die regeling op dat ogenblik nog niet bestond, is de Ministerraad van mening dat zij niet doet blijken van een belang om het beroep tot vernietiging in te dienen, vermits de vernietiging van de aangevochten wet haar toestand geenszins zou wijzigen. De Ministerraad is ook van mening dat de aangehaalde cijfers niet ernstig lijken.

Ten aanzien van de verzoeker de Theux is de Ministerraad van mening dat dezelfde redenering kan worden gevolgd als voor de verzoeker Beauvois, met als enig verschil dat de verzoeker de Theux zijn leveringsrecht op 1 november 1991 zal kunnen verkrijgen.

Ten aanzien van de verzoeker Hautier meent de Ministerraad dat dezelfde redenering kan worden gevolgd als voor de landbouwennootschap Stassart-Himbe en dat er aan toegevoegd moet worden dat die verzoeker met volledige kennis van zaken in 1984 een boerderij heeft gekocht die sedert vele jaren en onder meer tijdens de referentiejaren geen bieten meer had geproduceerd.

#### 2.B.1. Artikel 107ter van de Grondwet bepaalt :

« ... De zaak kan bij het Hof aanhangig worden gemaakt door iedere bij wet aangewezen overheid, door ieder die doet blijken van een belang of, prejudicieel, door ieder rechtcollege. »

Naar luid van artikel 2, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof kunnen de beroepen tot vernietiging worden ingesteld « door iedere natuurlijke of rechtspersoon die doet blijken van een belang ... ».

Het vereiste belang is aanwezig bij diegenen die door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig in hun situatie zouden kunnen worden geraakt.

2.B.2. De aangevochten bepaling - zoals zij hierboven is toegelicht - machtigt de beroepsorganisaties om via akkoorden van het bedrijfsleven de verdeling en de overdracht van de leveringsrechten voor bieten te regelen.

De verzoekers zijn allen landbouwers die gronden bewerken waarop suikerbieten kunnen worden geteeld. Hun situatie kan dus door de aangevochten wet rechtstreeks en ongunstig worden geraakt.

#### Wat het eerste middel betreft

3.A.1. Het eerste middel is afgeleid uit de verbreking van de gelijkheid van de eigenaars-landbouwers door de wetgever, juist omdat die een wet heeft goedgekeurd om de tenuitvoerlegging van de door de Raad van State vernietigde akte mogelijk te maken.

De verzoekers leggen uit dat er een overeenkomst was, goedgekeurd bij ministerieel besluit, en dat die akten door de Raad van State in zijn arrest van 12 juni 1990 zijn vernietigd, omdat de beroepsverenigingen die door een E.E.G.-verordening gemachtigd zijn om die overeenkomsten te sluiten, door die verordening slechts gemachtigd zijn regels vast te stellen voor het sluiten en het uitvoeren van contracten die de fabrikanten en de planters binden, en niet gemachtigd zijn om regels vast te stellen betreffende contractuele relaties die andere personen binden. De verzoekers zijn van oordeel dat de wetgevende macht door de bestreden bepaling de motivering van de Raad van State omzeilt en de principiële gelijkheid ten aanzien van de verzoekers verbreekt door een wet goed te keuren die de geldigheid van een door de Raad van State vernietigde akte mogelijk maakt.

3.A.2. In haar memorie is de v.z.w. Algemene Maatschappij der Suikerfabrikanten van België, tussenkomenende partij, van oordeel dat het eerste middel niet ontvankelijk is bij gebrek aan toelichting : het zet immers niet uiteen hoe er een schending zou zijn van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet. Bovendien is dat middel niet gegrond want het berust op een onjuiste interpretatie van het arrest van de Raad van State die stelt dat de aan hem voorgelegde bepalingen de beroepsorganisaties niet machtigen om de overdracht van het leveringsrecht te regelen, zoals zij dat hebben gedaan. De aangevochten wet had niet tot doel een door de Raad van State vernietigde akte geldig te verklaren maar heeft het vastgestelde ontbreken van een machtiging verdoezeld. De partij besluit dat het middel, in zoverre het de bestreden wet verwijt het vernietigingsarrest te hebben omzeild, feitelijke grondslag mist. Voor het overige voert de partij aan dat er in de doelstelling van de wetgever geen enkele grond van discriminatie kan worden gevonden : de aangevochten wet, die er zich toe beperkt een machtiging toe te kennen, ontnemt de verzoekers geen rechtszekerheid aangezien de verordeningbepalingen die krachtens die machtiging zouden worden genomen, aan de Raad van State kunnen worden voorgelegd. Zij besluit dat het middel dus ook in rechte faalt.

3.A.3. Ten aanzien van het eerste middel, dat zij als niet-gegrond verwerpt, meent de v.z.w. Confederatie van de Belgische Bietplanters, andere tussenkomenende partij, dat de aangevochten bepaling tot doel heeft een wettelijke basis tot stand te brengen voor de overeenkomsten van het bedrijfsleven en dat zij geenszins beoogt met terugwerking de nietigheid van de overeenkomst en het ministerieel besluit dat ze goedkeurt, op te heffen.

3.A.4. In zijn memorie zet de Ministerraad, ten aanzien van het eerste middel, de motieven uiteen waarom de Raad van State zijn vernietigingsarrest heeft gewezen, motieven gebaseerd op de ontstentenis van een machtiging; hij stelt dat de Raad van State zelf van oordeel was dat de overheid die bevoegd is om de zaak te regelen, een wijze van overdracht van leveringsrechten kon voorschrijven, voortspruitend uit de aard die zij er wilde aan toekennen. De Ministerraad doet gelden dat de aangevochten bepaling juist tot doel heeft de wettelijke basis te leveren die ontbrak aan de akten die door de Raad van State zijn vernietigd. Hij meent dus dat de wetgevende macht de motivering van de Raad van State niet heeft omzeild.

3.A.5. In hun memorie van antwoord trachten de verzoekers de stelling van de tegenpartij en van de tussenkomenende partijen te weerleggen. Zij zijn van oordeel dat de aangevochten wet wel degelijk tot doel heeft gehad het arrest van de Raad van State te omzeilen en de discriminatie tussen de planters die reeds een quotum bezitten en de andere planters te handhaven. Volgens hen heeft de aangevochten wet aan de nieuwe overeenkomsten van het bedrijfsleven geen wettelijke basis kunnen geven door afwijkingen van artikel 544 van het



Burgerlijk Wetboek en van de wetgeving op de pachtcontracten toe te staan : zij beweren dat de wet van 29 december 1990 daartoe de nodige beslissing had moeten nemen en juist bepalen welke wijziging zij in het Burgerlijk Wetboek en in de pachtcontracten aanbracht. Dat is evenwel duidelijk niet het geval.

3.B.1. In zijn arrest van 12 juni 1990 (nr. 35.194) heeft de Raad van State de overeenkomst van het bedrijfsleven van 17 maart 1987 die de algemene voorwaarden vaststelt voor de aankoop en de inontvangstneming van suikerbieten voor de campagnes 1986, 1987 tot 1990-1991, alsmede artikel 2 van het ministerieel besluit van 14 oktober 1987 dat die overeenkomst goedkeurt, vernietigd.

Uit de motivering van het arrest blijkt dat de Raad van State van mening was dat de auteurs van de overeenkomst van het bedrijfsleven door de E.E.G.-verordening nr. 206/68 niet gemachtigd waren om regels vast te stellen betreffende contractuele relaties die andere personen dan de suikerfabrikanten en de planters binden, noch om af te wijken van artikel 544 van het Burgerlijk Wetboek en van de wetgeving op de pachtcontracten.

De aangevochten bepaling heeft tot doel aan de beroepsorganisaties de hun ontbrekende machtiging toe te kennen. Zij heeft echter niet tot doel door de Raad van State vernietigde administratieve handelingen te bevestigen en zij ontnemt dus niet een essentiële jurisdictionele waarborg aan een categorie van rechtsonderhorigen.

Het eerste middel is dus niet gegrond.

#### *Wat het tweede middel betreft*

4.A.1. De verzoekers leiden een tweede middel af uit de schending van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet door de wet doordat het nieuwe artikel 4bis een discriminatie in het leven roept onder de Belgen, landbouwers met gronden waarop bieten kunnen worden geteeld. De aangevochten wet heeft immers de mogelijkheid gehandhaafd dat de overlater aan de nieuwe planter al dan niet zijn akkoord kan geven voor de overdracht van de leveringsrechten. Zij zijn van oordeel dat de wet aldus een stelsel mogelijk heeft gemaakt waarin de quota niet objectief en gelijkmatig worden toegewezen aan alle planters, oude en nieuwe, naargelang van de bewerkte oppervlakte.

4.A.2. Ten aanzien van het tweede middel is de v.z.w. Algemene Maatschappij der Suikerfabrikanten van België in haar memorie van tussenkomst in de eerste plaats van oordeel dat, aangezien het leveringsrecht een contractueel recht is, het middel moet worden verworpen omdat de artikelen 6 en 6bis niet van toepassing zijn op zulk een recht.

De tussenkomende partij meent overigens dat het middel, in zoverre het de wet verwijt een discriminatie in het leven te roepen tussen hen die een contract hebben en degenen die geen contract hebben, moet worden verworpen omdat het niet de aangevochten wet is die het toekennen en het verdelen van de leveringscontracten regelt, maar wel de overeenkomsten van het bedrijfsleven. Tot slot doet zij opmerken dat over de leveringsrechten is onderhandeld zodat alle betrokken partijen, alle verkopers van bieten, tot wie de verzoekers niet behoorden, identieke rechten genieten en dat de verzoekers vanzelfsprekend geen discriminatie kunnen vinden in het feit dat degenen die, zoals zij, geen verkopers van bieten waren en zijn, dat recht niet hebben gekregen. Aangezien de suikerproductie en bijgevolg de bietproductie door de gemeenschapsreglementering beperkt zijn, wordt, volgens de memorie, de beperking, voor de toekomst, van het voordeel dat uit het toekennen van een leveringsrecht voortvloeit, bovendien door het nagestreefde doel verantwoord en is ze evenredig met dat doel. De tussenkomende partij is van oordeel dat de verzoekers geen discriminatie aanvoeren ten opzichte van hen die zich in dezelfde situatie van landbouwer zonder leveringsrecht bevinden. Wat de grief tegen de mogelijke wijzen van overdracht betreft, is de tussenkomende partij van mening dat de aangevochten wet de verzoekers niet benadeelt maar hen integendeel een bijkomende mogelijkheid biedt om het recht te verwerven, zonder op een herverdeling of een aanpassing te moeten wachten en dat het akkoord van de overlater, aan wie het recht bij contract, persoonlijk en op grond van zijn vroegere productie is toegewezen, wordt verantwoord door de bepalingen die het verbintenisrecht regelen en door het gemeenschapsrecht.

4.A.3. De tussenkomende partij, v.z.w. Confederatie van de Belgische Bietplanters, verworpt van haar kant het tweede middel omdat het niet gegrond is. Zij voert aan dat de wetsbepaling uitsluitend beoogt een wettelijke basis te bieden voor het sluiten van overeenkomsten van het bedrijfsleven en zelf geen enkele bepaling bevat betreffende het toekennen van leveringsrechten voor bieten. Volgens haar ziet men niet goed in hoe de aangevochten bepaling in die omstandigheden de gelijkheid tussen de landbouwers met gronden waarop suikerbieten kunnen worden geteeld, zou hebben kunnen verbreken.

4.A.4. De Ministerraad, van zijn kant, ziet in het tweede middel twee onderdelen. Volgens het eerste onderdeel zou er, wat de bietenteelt betreft, discriminatie zijn in geval van grondoverdracht. In zijn memorie is de Ministerraad van mening dat de wetgever, door toe te staan dat in de overeenkomsten van het bedrijfsleven de overdracht van leveringsrechten aan een derde met of zonder overdracht van het genot van gronden en met of zonder het schriftelijk akkoord van de houder van de rechten die het genot van gronden overlaat, wordt geregeld, geen criteria heeft laten vaststellen die niet objectief, verantwoord en redelijk zouden zijn. Hij is van mening dat het door de wetgever aangewende middel normaal is en noodzakelijk voor het nagestreefde doel, met name het sluiten van overeenkomsten van het bedrijfsleven voorgeschreven door de E.E.G.-reglementering om de bietproductie te beperken; wat geenszins onredelijk is en niet verhindert dat al degenen die zich in dezelfde, gemakkelijk te identificeren specifieke situatie bevinden, op dezelfde manier worden behandeld.

Volgens het tweede onderdeel zou er discriminatie zijn omdat er geen nieuwe bietproductie mag komen. Volgens de Ministerraad ligt het antwoord voor dit onderdeel voor de hand : de stijging van de bietproductie in België wordt niet afgeremd door het bestreden artikel 215 maar door de E.E.G.-reglementering.

4.A.5. In hun memorie van antwoord zijn de verzoekers het er over eens dat hun tweede middel twee onderdelen bevat.

Eerste onderdeel : er mag geen nieuwe bietproductie komen op gronden waarop bieten kunnen worden geteeld.

De verzoekers betwisten de argumenten van de Ministerraad die beweert dat het de E.E.G.-reglementering is die de stijging van de bietproductie in België afremt. Niet de beperking door de Gemeenschap is volgens hen in het geding, maar de produktiemogelijkheden voor alle potentiële producenten onder wie geen onderscheid mag worden gemaakt naargelang zij al dan niet gevestigde planters zijn. Volgens de verzoekers houdt die discriminatie duidelijk een schending in van artikel 6 van de Grondwet.

Tweede onderdeel : in geval van grondoverdracht kan de nieuwe uitbater het leveringsrecht slechts krijgen mits het akkoord van de vroegere uitbater (en natuurlijk mits betaling van het leveringsrecht aan die persoon). De verzoekende partijen achten het onaanvaardbaar dat de overlater kan weigeren zijn akkoord te geven of het te gelde te maken. De overlater heeft per definitie zijn exploitatie opgegeven en kan dus geen bieten meer leveren : de verzoekers vragen zich af op welke grond hij de nieuwe uitbater kan verplichten hem een recht te betalen dat hij definitief heeft verloren; zij doen overigens gelden dat aan de uitbaters die over geen quotum beschikken stelselmatig elk leveringsrecht wordt geweigerd en zij zijn dus van oordeel dat er een discriminatie is die voor hen ten volle speelt.

Overigens verwerpen de verzoekers de bewering volgens welke alle exploitanten op dezelfde manier worden behandeld. Voor hen is het niet de vraag of alle exploitanten zonder quorum op dezelfde manier worden behandeld, maar wel of het billijk en redelijk is dat de gevestigde producenten de leveringsrechten enkel in hun voordeel kunnen monopoliseren. De verzoekers voeren aan dat zij nooit hebben beweerd dat de leveringsrechten zouden moeten worden toegekend aan de eigenaar van de grond, maar wel aan de uitbater ervan, ongeacht of hij eigenaar of pachter is. De verzoekers zijn het evenmin eens met de stelling van de tussenkomen partij v.z.w. Algemene Maatschappij der Suikerfabrikanten van België, die beweert dat een contractueel recht niets te maken heeft met de artikelen 6 en 6bis. Zij zijn van mening dat, aangezien zij niet meer de mogelijkheid hebben om leveringsrechten bij de suikerfabrieken te verkrijgen, hun rechten ernstig worden geschaad, dat zij gediscrimineerd worden ten opzichte van andere, bevoorrechte planters en dat zij niet meer gelijk zijn voor de wet. Artikel 6bis van de Grondwet bepaalt dat het genot van de rechten zonder discriminatie moet worden verzekerd. Men begrijpt de argumentatie niet volgens welke voor sommige rechten een discriminatie in het leven zou kunnen worden geroepen omdat zij van contractuele aard zijn.

4.B.1. De aangevochten wet machtigt de beroepsorganisaties om via overeenkomsten van het bedrijfsleven de voorwaarden voor de verdeling van de leveringsrechten te regelen.

Die machtiging is op zich niet in strijd met de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet: zij kan niet geacht worden de beroepsorganisaties te ontslaan van het naleven van die artikelen wanneer zij overeenkomsten van het bedrijfsleven sluiten, noch, met name middels de voorwaarden die de Koning bepaalt, de Minister van Landbouw toe te staan overeenkomsten goed te keuren die de vermelde grondwetsbepalingen niet in acht nemen.

Het in toepassing brengen van de wettelijke bepalingen is niet onderworpen aan de controle door het Hof.

4.B.2.a. De aangevochten bepaling machtigt de beroepsorganisaties om via overeenkomsten van het bedrijfsleven de overdracht van leveringsrechten van de titularis naar een derde, met of zonder overdracht van het genot van gronden en met of zonder het schriftelijk akkoord van de titularis van de rechten die het genot van gronden overlaat, te regelen.

De verzoekers voeren aan dat die bepaling in strijd is met de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet omdat zij aan de titularis van de rechten die het genot van gronden overlaat, het recht voorbehoudt om aan de nieuwe planter zijn akkoord te geven voor de overdracht van de leveringsrechten.

4.B.2.b. De door de wetgever aan de beroepsorganisaties gegeven machtiging om via een overeenkomst van het bedrijfsleven de overdracht van de leveringsrechten voor bieten te regelen, is op zich niet in strijd met de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet voor zover die machtiging niet toestaat een stelsel van overdracht in te voeren dat in strijd is met die grondwetsbepalingen, hetgeen het Hof moet onderzoeken.

4.B.3. De grondwettelijke regels van de gelijkheid der Belgen en van de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen zou worden ingesteld, voor zover voor het criterium van onderscheid een objectieve en redelijke verantwoording bestaat. Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld, rekening houdend met het doel en de gevolgen van de bestreden maatregel en met de aard van de in het geding zijnde beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

De aangevochten wet maakt de handhaving en verergering mogelijk van het onderscheid dat vanaf de eerste overeenkomsten van het bedrijfsleven is gemaakt tussen de producenten die de leveringsrechten toegewezen kregen en de anderen. Zij staat immers de beroepsorganisaties die de overeenkomst sluiten toe de overdracht van de leveringsrechten afhankelijk te stellen van het schriftelijk akkoord van de titularis van de rechten die het genot van gronden overlaat. Laatsgenoemde, die reeds beoordeeld was door het verwerpen van een leveringsrecht, krijgt op die manier de mogelijkheid om naast dat voordeel er een tweede te bekomen, namelijk het afstaan van zijn leveringsrecht aan wie hij wil en volgens de voorwaarden die hij bepaalt. Dat voordeel kan niet worden verantwoord ten opzichte van het door de wetgever nagestreefde doel dat erin bestaat de leveringsrechten voor bieten billijk te verdelen, rekening houdend met het maximumquorum dat door de E.E.G.-verordeningen aan België is toegekend. Het is des te minder verantwoord omdat het voor hen die aanvankelijk geen leveringsrechten toegewezen kregen en daardoor benadeeld waren, de kansen vermindert om leveringsrechten te krijgen als gevolg van een herverdeling van die rechten.

Derhalve moet artikel 215 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, dat in de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten een artikel 4bis, § 1, tweede lid, invoegt dat de beroepsverenigingen machtigt, middels overeenkomsten van het bedrijfsleven, de overdracht van leveringsrechten van bieten van de titularis naar een derde te regelen, worden vernietigd, in zoverre die machtiging toelaat die overdracht te onderwerpen aan het schriftelijk akkoord van de titularis van de rechten die het genot van gronden overlaat.

#### *Wat het derde middel betreft*

5.B. Het derde middel is afgeleid uit de schending van artikel 11 van de Grondwet en artikel 1 van het aanvullend protocol bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 20 maart 1952, goedgekeurd bij de wet van 13 mei 1952.

Het Hof kan geen kennis nemen van middelen die de directe schending van artikel 11 van de Grondwet of van internationale verdragen aanvoeren en waarin overigens niet is uiteengezet hoe het niet in acht nemen ervan een schending van de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet zou inhouden.

Om die redenen,

Het Hof

vernietigt artikel 215 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, in zoverre het de beroepsorganisaties machtigt, door overeenkomsten van het bedrijfsleven, de overdracht van leveringsrechten van bieten afhankelijk te stellen van het schriftelijk akkoord van de titularis van de rechten die het genot van gronden overlaat.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits conform artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 9 juli 1992.

De griffier,  
H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,  
J. Wathélet.

## SCHIEDSHOF

D. 92 — 2207

[C — 21243]

Urteil Nr. 53/92 vom 9. Juli 1992

Geschäftsverzeichnisnr. 297

*In Sachen* : Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 215 des Gesetzes vom 29. Dezember 1990 über Sozialbestimmungen, erhoben von den Eheleuten Beauvois- Viatour und Mitbeteiligten.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus dem als Vorsitzender amtierenden Richter J. Wathelet und dem Vorsitzenden J. Delva, sowie den Richtern D. André, F. Debaedts, K. Blanckaert, L. De Grève und M. Melchior, unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen, unter dem Vorsitz des als Vorsitzender amtierenden Richters J. Wathelet,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

I. *Gegenstand*

Mit Klageschrift vom 28. Juni 1991, die dem Hof mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. Juli 1991 bei der Kanzlei einging, erheben J. Beauvois und seine Ehefrau F. Viatour, Landwirte, wohnhaft in 5370 Havelange, Ferme d'Offoux 1, die landwirtschaftliche Gesellschaft bürgerlichen Rechts Stassart-Himbe, mit Gesellschaftssitz in 4590 Ouffet, Néblon-le-Moulin 3, die alle drei Wohnsitz wählten in der Kanzlei der RA Ranscelot, Grégoire und Lejeune, Rechtsanwälte, avenue Blonden 21 in 4000 Lüttich, P. de Theux, Landwirt, wohnhaft in 1970 Wezembeek-Oppem, chaussée de Malines 303 und H. Hautier, Landwirt, wohnhaft in 1401 Baulers, rue Plancenoit 6, die Wohnsitz wählten in der Kanzlei von RA G. Goisse, Rechtsanwalt, rue Pépin 26 in 5000 Namur, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 215 des Gesetzes vom 29. Dezember 1990 über Sozialbestimmungen, der das Gesetz vom 28. März 1975 bezüglich des Handels mit Agrar-, Gartenbau- und Seefischereiprodukten abändert, indem er in dieses Gesetz einen Artikel 4*bis* einfügt.

Mit einer dem Hof mit gleicher Post wie die obengenannte Klage überreichten Klageschrift beantragten die Gesellschaft Stassart-Himbe und H. Hautier die einstweilige Aufhebung der vorgenannten Bestimmung. Dieser Antrag wurde durch Urteil Nr. 29/91 vom 24. Oktober 1991 abgewiesen.

II. *Verfahren*

Durch Anordnung vom 1. Juli 1991 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Mitglieder der Besetzung ernannt.

Die referierenden Richter haben geurteilt, daß es im vorliegenden Fall keinen Anlaß zur Anwendung der Artikel 71 ff. des genannten Sondergesetzes gibt.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des genannten Sondergesetzes mit am 23. Juli 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Adressaten am 24. Juli 1991 beziehungsweise am 25. Juli 1991 zugestellt wurden, notifiziert.

Die durch Artikel 74 des genannten Sondergesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Juli 1991.

Die Vereinigung ohne Gewinnzweck « Confédération des betteraviers belges », die in der Kanzlei von RA J.P. De Bandt, Rechtsanwalt, rue Bréderode 13 in 1000 Brüssel Domizil wählte, und die Vereinigung ohne Gewinnzweck « Société générale des fabricants de sucre de Belgique », die Domizil wählte in der Kanzlei von RA L. Simont, Rechtsanwalt am Kassationshof, rue H. Wafelaerts 47-51 in 1080 Brüssel, haben am 28. August 1991 mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief je einen Interventionsschriftsatz eingereicht.

Der Ministerrat, vertreten durch den Premierminister, dessen Kabinett sich in 1000 Brüssel, rue de la Loi 16 befindet, hat am 5. September 1991 mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 17. September 1991 wurde der Richter M. Melchior als Mitglied der Besetzung als Ersatz für den Richter L. François ernannt.

Abschriften der Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 24. September 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Adressaten am 25. beziehungsweise am 26. September 1991 zugestellt wurden, notifiziert.

Die klagenden Parteien haben mit am 25. Oktober 1991 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Die « Confédération des betteraviers » hat mit am 13. März 1992 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief ein Dokument genannt « Zusatzschriftsatz » eingereicht.

Durch Anordnungen vom 21. November 1991 und vom 25. Mai 1992 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist jeweils bis zum 28. Juni 1991 und bis zum 28. Dezember 1992 verlängert.

Durch Anordnung vom 5. Mai 1992 wurde festgestellt, daß der Richter J. Wathelet das Amt des Vorsitzenden wahrnimmt und daß der Richter D. André die Besetzung vervollständigt und den Richter J. Wathelet als referierenden Richter ersetzt, da die Vorsitzende I. Pétry aufgrund der bevorstehenden Ausscheidung aus ihrem Amt erklärt hat, sie sei verhindert.

Durch Anordnung vom 5. Mai 1992 hat der Hof die Sache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 27. Mai 1992 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt, und sie sowie ihre Rechtsanwälte wurden über den Sitzungstermin informiert; dies erfolgte mit am 5. Mai 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Adressaten am 6. beziehungsweise am 7. Mai 1992 übergeben wurden.

Zur Sitzung vom 27. Mai 1992 :

— erschienen :

RA Y. Ranscelot und RA E. Grégoire, in Lüttich zugelassen, für die klagenden Parteien Beauvois-Viatour und die Gesellschaft Stassart-Himbe;

RA Ch. Dailliet loco RA J. Goisse, in Namur zugelassen, für die Kläger de Theux und Hautier;

RA J.M. Van der Mersch, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat;

RA N. Cahen, in Brüssel zugelassen, loco RA L. Simont, Rechtsanwalt am Kassationshof, für die « Société générale des fabricants de sucre »;

- RA J.P. De Bandt und RA R. Ergéc, in Brüssel zugelassen, für die « Confédération des betteraviers belges »;
- haben die Richter D. André und L. De Grève Bericht erstattet;
  - wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört;
  - wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

### III. In rechtlicher Beziehung

#### Gegenstand der Nichtigkeitsklage

1.B.1. Die klagenden Parteien erheben Klage auf Nichtigkeitsklärung von Artikel 215 des Gesetzes vom 29. Dezember 1990 über Sozialbestimmungen, der in das Gesetz vom 28. März 1975 bezüglich des Handels mit Agrar-, Gartenbau- und Seefischereiprodukten einen Artikel 4bis einfügt.

Dieser Artikel lautet folgendermaßen :

« Par. 1. Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 3 dieses Gesetzes kann der König die Bedingungen festlegen, unter denen der Landwirtschaftsminister die die Zuckererzeuger und Zuckerrübenhändler vertretenden Berufsverbände anerkennt und die fachübergreifenden Vereinbarungen genehmigt, welche die individuellen und kollektiven Verhältnisse zwischen Zuckererzeugern und Zuckerrübenhändlern sowie die Rechte und Pflichten der Vertragsparteien regeln.

Diese fachübergreifenden Vereinbarungen können namentlich Regeln vorschreiben in bezug auf die Kauf-, Lieferungs-, Annahme- und Zahlungsbedingungen für Zuckerrüben, auf die Bedingungen der Verteilung der Lieferungsrechte für Zuckerrüben, die Verwaltung dieser Rechte und die Übertragung dieser Rechte vom Inhaber an einen Dritten mit oder ohne Übertragung der Nutznießung des Landes und mit oder ohne schriftliche Zustimmung des die Nutznießung des Landes übertragenden Inhabers der Rechte und auf die Bedingungen, unter denen die Zuckererzeuger Einbehaltungen von den Zahlungen für Zucker vornehmen können, um die Kosten für die Tätigkeiten dieser Berufsverbände zu decken oder um die Wahrnehmung der von ihnen vertretenen Interessen oder die Finanzierung einer Beteiligung am Kapital von Unternehmen im entsprechenden Sektor zu sichern.

Par. 2. Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 3 dieses Gesetzes kann der König die Bedingungen festlegen, unter denen der Landwirtschaftsminister die Berufsverbände, die entweder die Zuckererzeuger oder die Zuckerrübenhändler oder aber die Zuckererzeuger und die Zuckerrübenhändler vertreten, anerkennt und die von diesen Berufsverbänden festgelegten gemeinsamen Regeln genehmigt.

Diese gemeinsamen Regeln können die Produktion und die Vermarktung der Zuckerrüben und des Zuckers sowie die Verteidigung der vertretenen Interessen betreffen.

Diese gemeinsamen Regeln dürfen nicht gegen die Bestimmungen der fachübergreifenden Vereinbarungen, auf die Par. 1 sich bezieht, verstoßen.

Par. 3. Die zugelassenen Berufsorganisationen unterwerfen sich der Kontrolle des Landwirtschaftsministers und seiner Beauftragten in bezug auf ihre Buchführung und in bezug auf die Anwendung der fachübergreifenden Vereinbarungen und der genehmigten gemeinsamen Regeln.

Die Kontrolle kann durch Beamte durchgeführt werden, die als Beobachter an Versammlungen der Verwaltungsgremien teilnehmen.

Die fachübergreifenden Vereinbarungen und die anerkannten gemeinsamen Regeln haben die Rechtskraft einer Verordnung und sind verbindlich für die betroffenen Kategorien von Personen. Sie werden im *Belgischen Staatsblatt* als Anlage des Genehmigungs-Ministerialerlasses veröffentlicht. »

1.B.2. Gemäß Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof muß die Klageschrift den Klagegegenstand sowie eine Darlegung der Tatsachen und der Klagegründe enthalten.

Der Hof muß - ausgehend vom Inhalt der Klageschrift - die Tragweite der Nichtigkeitsklage bestimmen.

Aus der Klageschrift geht hervor, daß die von den klagenden Parteien geltend gemachten Klagegründe sich nur auf Artikel 4bis, Par. 1, Absatz 2 beziehen, und insbesondere auf die den Berufsverbänden durch diese Bestimmung zuerkannte Befugnis, die Bedingungen der Verteilung der Lieferungsrechte der Zuckerrüben und die Übertragung dieser Rechte vom Inhaber auf einen Dritten mit oder ohne Übertragung der Nutznießung des Bodens sowie mit oder ohne schriftliche Zustimmung des die Nutznießung des Landes übertragenden Inhabers der Rechte durch fachübergreifende Vereinbarungen zu regeln. Aus dem Inhalt der Klageschrift geht jedoch nicht hervor, daß die klagenden Parteien die Befugnis zur Regelung der Bedingungen, unter denen die Zuckererzeuger Abzüge von den Zahlungen für Zuckerrüben vornehmen können, die in der genannten gesetzlichen Bestimmung enthalten ist, anfechten.

Der Hof stellt somit fest, daß der Gegenstand der Klage sich in Wirklichkeit auf Artikel 4bis, Par. 1, Absatz 2 beschränkt, und insbesondere auf die den Berufsverbänden durch diese Bestimmung zuerkannte Befugnis, die Verteilung und die Übertragung der Lieferungsrechte der Zuckerrüben durch fachübergreifende Vereinbarungen zu regeln.

#### In bezug auf das Interesse an der Klageerhebung

A.1. Die Kläger Beauvois und Viatour (erste Kläger) sowie de Theux (zweiter Kläger) sind Landwirte und haben zu ihren Gunsten die Wirksamkeit einer von ihrem Vater oder ihrer Mutter gegebenen Kündigung in bezug auf Grundstücke, auf denen Zuckerrüben angebaut werden können, erlangt. Die Pächter, die das Land also verlassen müssen, besaßen das Lieferungsrecht, die Kläger, die das Recht erwerben möchten, Zuckerrüben anzubauen und sie zu einem normalen Preis an die Zuckerfabrik zu liefern, werden von den Pächtern die Zustimmung für die Übertragung ihrer Lieferungsrechte einholen und den Rückkaufpreis dieses Lieferungsrechtes bezahlen müssen. Sie befinden sich nach ihrer Ansicht in einer ungleichen Situation im Verhältnis zu den anderen Rübenbauern, die Lieferungsrechte besitzen. Nach ihrer Ansicht beeinflusst die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und nachteilhaft ihre Rechtslage.

Die Kläger « Société agricole Stassart-Himbe » (dritter Kläger) und Hautier (viertler Kläger) sind Landwirte. Sie bewirtschaften Land, auf dem Zuckerrüben angebaut werden können, haben jedoch keine Erteilung einer Zuckerrübenquote erhalten; dies hindert sie daran, Zuckerrüben anzubauen und hat somit einen Verdienstausfall zur Folge.

A.2. Die intervenierende Vereinigung ohne Gewinnzweck « Société générale des fabricants de sucre de Belgique » bestreitet das Interesse der Kläger. Sie ist der Ansicht, sie hätten kein Interesse an der Klageerhebung, da die von ihnen vorgebrachten Beschwerden sich nicht aus dem angefochtenen Gesetz ergeben, dessen Bestimmungen absolut identisch mit Artikel 13, Par. 3 der EG-Verordnung Nr. 208/88 sind, die im Fall einer Nichtigkeitsklärung der gesetzlichen Bestimmung als gesetzliche Grundlage für eine überbetriebliche Vereinbarung zur Verteilung der Lieferungsrechte dienen könnte. Die intervenierende Partei macht ebenfalls geltend, daß die von den Klägern vorgebrachten Beschwerden sich nicht aus dem angefochtenen Gesetz ergeben, sondern aus der überbetrieblichen Vereinbarung vom 23. Dezember 1985, die durch Ministerialerlaß genehmigt wurde und deren Anwendung, die sich aus einer Gemeinschaftsbestimmung oder einer gesetzlichen Bestimmung ergibt, der Hof nicht zu prüfen befugt sei.

Die intervenierende Partei vertritt die Ansicht, die ersten und dritten Kläger hätten ebenfalls kein Interesse, eine Nichtigkeitsklage zu erheben. Diese Kläger sind Eigentümer von Grundstücken, die von Pächtern bewirtschaftet werden; diese müssen das Land verlassen, und die Kläger fühlen sich in ihrer rechtlichen Lage beeinträchtigt, da sie von diesen Pächtern die schriftliche Zustimmung erhalten und sie für die Übertragung der Lieferungsrechte bezahlen müssen. Die intervenierende Partei merkt an, daß die durch die Kläger vorgebrachten Beschwerden sich nicht aus dem Gesetz ergeben, sondern aus der überberuflichen Vereinbarung, die eventuell aufgrund des Gesetzes zustandekommt und die von den Klägern angefochtene Übertragungsweise vorsehen würde.

A.3. In ihrem Schriftsatz und in der Sitzung bestreitet die zweite intervenierende VoG « Confédération des betteraviers belges » ebenfalls das Interesse aller Kläger an der Klageerhebung. Sie stellen fest, daß die Kläger keine Beschwerde gegen die den Berufsorganisationen durch die angefochtene gesetzliche Bestimmung zuerkannte Ermächtigung geltend machen und daß sie folglich nicht anführen, die somit zuerkannte Befugnis könne an sich die Verfassungsbestimmungen verletzen, deren Einhaltung der Hof gewährleistet. Daraus ergibt sich nach Ansicht der intervenierenden Partei, daß die Kläger nicht den Beweis erbringen, ihre Rechtslage werde unmittelbar und ungünstig durch die angefochtene Rechtsnorm beeinflusst. Diese Gründe gelten sowohl für die Befugnis, die Bedingungen zur Verteilung der Lieferungsrechte zu regeln, als auch für die Befugnis, die Übertragung dieser Rechte zu regeln. Überdies könne die angefochtene Rechtsnorm, die an sich nicht das Prinzip einer Übertragung der Lieferungsrechte auferlegt, weder unmittelbar die Rechtslage der Kläger beeinträchtigen, noch sie nachteilhaft beeinflussen. Im übrigen, so vermerkt die intervenierende Partei, sei die durch die angefochtene Rechtsnorm verliehene Befugnis in der EG-Verordnung Nr. 206/68/EG vom 20. Februar 1968 enthalten, und zwar im gleichen Wortlaut wie die in der Klage angefochtene Norm.

A.4. Der Ministerrat macht seinerseits geltend, daß die angefochtene Norm die Kläger keineswegs daran hindere, ein Lieferungsrecht für Zuckerrüben zu erhalten, daß es sich um ein Ermächtigungsgesetz handle und es folglich nicht sicher sei, daß die angefochtene Norm die Kläger unmittelbar und automatisch schädige, da außerdem die überberufliche Vereinbarung noch nicht vom zuständigen Minister genehmigt worden sei. In bezug auf die Kläger Beauvois macht der Ministerrat geltend, daß keinerlei Anlaß zu der Behauptung bestehe, sie würden bis zum 31. Dezember 1992 nicht das Einverständnis ihrer ausscheidenden Pächter erhalten. Der Ministerrat hebt hervor, daß die EG-Bestimmungen vorübergehend gelten, und in ihrer jetzigen Fassung nur bis zum Ende Zuckerrübenkampagne 1992 in Kraft seien. Der Ministerrat ist der Auffassung, daß die Lage der Kläger sich keineswegs von derjenigen der anderen Eigentümer unter den gleichen Bedingungen unterscheidet.

In bezug auf das Interesse der landwirtschaftlichen Gesellschaft Stassart-Himbe, die 1981 und 1982 keine Zuckerrüben angebaut hat und die keine Quote erhalten konnte, als sie dies 1983 beantragte, weil das System damals noch nicht bestand, vertritt der Ministerrat den Standpunkt, daß sie kein Interesse am Einreichen der Nichtigkeitsklage habe, weil die Nichtigkeitsklärung des angefochtenen Gesetzes ihre Lage in keiner Weise verändere. Der Ministerrat ist außerdem der Meinung, daß die vorgelegten Zahlen nicht korrekt zu sein scheinen.

Bezüglich des Klägers de Theux stellt der Ministerrat die gleiche Überlegung wie für den Kläger Beauvois an, mit dem einzigen Unterschied, daß der Kläger de Theux sein Lieferungsrecht zum 1. November 1991 erhalten kann.

Was den Kläger Hautier betrifft, ist der Ministerrat der Auffassung, daß die gleiche Überlegung wie für die landwirtschaftliche Gesellschaft Stassart-Himbe anwendbar sei und daß man hinzufügen könne, der Kläger habe in voller Kenntnis der Sachlage 1984 einen Hof gekauft, der seit mehreren Jahren und insbesondere während der Referenzjahre keine Zuckerrüben mehr angebaut hatte.

2.B.1. Artikel 107ter der Verfassung besagt :

« ... Der Gerichtshof kann angerufen werden von jeder durch Gesetz bezeichneten Behörde, von jedem, der ein Interesse nachweist, oder zwecks Vorabentscheidung, von jedem Rechtsprechungsorgan. »

Gemäß Artikel 2, 2<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof können Nichtigkeitsklagen « von jeder natürlichen oder juristischen Person, die ein Interesse nachweist... » erhoben werden.

Das erforderliche Interesse besteht bei jeder Person, deren Situation unmittelbar und nachteilhaft von der angefochtenen Norm betroffen sein könnte.

2.B.2. Die angefochtene Bestimmung - so wie sie vorstehend erläutert wird - verleiht den Berufsverbänden die Befugnis, durch überberufliche Vereinbarungen die Verteilung und Übertragung der Lieferungsrechte für Zuckerrüben zu regeln.

Die Kläger sind allesamt Landwirte und Bewirtschafter von Ländereien, auf denen Zuckerrüben angebaut werden können. Ihre Situation kann also durch das angefochtene Gesetz unmittelbar und nachteilhaft betroffen werden.

*Was den ersten Klagegrund betrifft*

3.A.1. Der erste Klagegrund ist daraus abgeleitet, daß der Gesetzgeber die Gleichheit gegenüber den Gutsbesitzern, die ihr Gut selbst bewirtschaften, aufhebt, indem er ein Gesetz verabschiedet hat, das die Durchführung des vom Staatsrat für nichtig erklärten Aktes ermöglicht.

Die Kläger erklären, daß eine berufliche Vereinbarung zustandegekommen war und durch einen Ministerialerlaß genehmigt wurde und daß diese Akte durch ein Urteil des Staatsrates vom 12. Juni 1990 für nicht erklärt wurden, weil die durch eine EG-Verordnung zum Abschluß dieser beruflichen Vereinbarungen befugten Berufsverbände durch die Verordnung nur dazu befugt sind, Regeln über den Abschluß und die Ausführung der Verträge zwischen Erzeugern und Pflanzen festzulegen, nicht aber dazu, Regeln über vertragliche Beziehungen, die auch andere Personen binden, festzulegen. Die Kläger sind die Auffassung, daß die gesetzgebende Gewalt durch die angefochtene Bestimmung die Begründung des Staatsrates umgeht und den Gleichheitsgrundsatz gegenüber den Klägern mißachtet, indem sie ein Gesetz verabschiedet, das die Gültigkeit eines vom Staatsrat für nichtig erklärten Aktes ermöglicht.

3.A.2. In ihrem Schriftsatz vertritt die VoG « Société générale des fabricants de sucre de Belgique » als intervenierende Partei zunächst die Meinung, dieser erste Klagegrund sei wegen mangelnder Genauigkeit unzulässig; er erläutere nämlich nach ihrer Einschätzung nicht, inwiefern ein Verstoß gegen die Artikel 6 und 6bis der Verfassung vorliege. Außerdem sei dieser Klagegrund nicht begründet, da er auf einer falschen Auslegung des Urteils des Staatsrates beruhe, der den ihm unterbreiteten Bestimmungen vorwarf, die Berufsverbände seien nicht, wie sie es getan hatten, zur Regelung der Übertragung der Lieferungsrechte befugt. Das angefochtene Gesetz habe also nicht einen vom Staatsrat für nichtig erklärten Akt in Kraft gesetzt, sondern densanktionierten Befugnis mangel behoben. Die Partei gelangt zu der Schlußfolgerung, der Klagegrund entbehre insofern, als man dem angefochtenen Gesetz vorwerfe, das Nichtigkeitsurteil umgangen zu haben, der faktischen Grundlage. Außerdem macht die Partei geltend, daß in der Zielsetzung des Gesetzgebers keinerlei Ursache einer Diskriminierung festzustellen sei, denn das angefochtene Gesetz beschränke sich darauf, eine Befugnis zu verleihen, und enthalte den Klägern keine Rechtssicherheit vor, da die aufgrund dieser Befugnis festgelegten Verordnungsbestimmungen der Kontrolle des Staatsrates unterliegen können. Sie gelangt zu der Schlußfolgerung, daß der Klagegrund somit auch der rechtlichen Grundlage entbehre.

3.A.3. Was diesen ersten Klagegrund betrifft, den die andere intervenierende Partei VoG « Confédération des betteraviers belges » als unbegründet zurückweist, ist sie der Auffassung, daß die angefochtene Bestimmung dazu dienen sollte, eine gesetzliche Grundlage für die überberuflichen Vereinbarungen zu schaffen und daß sie keineswegs darauf abziele, rückwirkend die Nichtigkeit der überberuflichen Vereinbarung und des Ministerialerlasses zu deren Genehmigung aufzuheben.

3.A.4. In seinem Schriftsatz erklärt der Ministerrat in bezug auf den ersten Klagegrund die Gründe, warum der Staatsrat sein Nichtigkeitsurteil gefällt hat, und die sich auf der mangelnden Ermächtigung stützen; er verweist darauf, daß der Staatsrat selbst der Auffassung war, daß die zur Regelung dieser Angelegenheit zuständige Behörde eine Übertragungsweise der Lieferungsrechte vorsehen konnte, die sich aus dem Charakter, den sie ihnen beimesse, ergebe. Der Ministerrat macht geltend, daß die angefochtene Bestimmung gerade dazu diene, die gesetzliche Grundlage zu schaffen, die den vom Staatsrat für nichtig erklärten Akten fehlte. Er ist daher der Auffassung, daß die gesetzgebende Gewalt nicht die Begründung des Staatsrates umgangen habe.

3.A.5. In ihrem Erwidierungsschriftsatz bemühen die Kläger sich, die These der Gegenpartei und der intervenierenden Parteien zu widerlegen. Sie sind der Meinung, das angefochtene Gesetz habe tatsächlich dazu gedient, das Urteil des Staatsrates zu umgehen und die Diskriminierung zwischen den Anbauern, die bereits eine Quote besitzen, und den anderen aufrechtzuerhalten. Nach ihrer Einschätzung konnte das angefochtene Gesetz den neuen überberuflichen Vereinbarungen keine gesetzliche Grundlage verleihen, indem es ihnen die Erlaubnis gewährte, von Artikel 544 des Bürgerlichen Gesetzbuches und der Gesetzgebung über Landpacht abzuweichen. Dazu hätte das Gesetz vom 29. Dezember 1990 eine entsprechende Entscheidung enthalten und die diesbezügliche Änderung des Bürgerlichen Gesetzbuches und der Landpachtverträge genau angeben sollen. Dies ist jedoch keineswegs der Fall.

3.B.1. Durch sein Urteil vom 12. Juni 1990 (Nr. 35194) hat der Staatsrat die überberufliche Vereinbarung vom 17. März 1987 zur Festlegung der allgemeinen Bedingungen für den Kauf und die Annahme von Zuckerrüben in den Rübenkampagnen 1986, 1987 bis 1990-1991 sowie Artikel 2 des Ministerialerlasses vom 14. Oktober 1987, der diese Vereinbarung genehmigte, für nichtig erklärt.

Aus der Begründung des Urteils geht hervor, daß der Staatsrat der Auffassung war, die Urheber der überberuflichen Vereinbarung seien durch die EG-Verordnung Nr. 206/68 weder befugt, Regeln über vertragliche Beziehungen, die für andere Personen als Zuckererzeuger und Anbauer bindend sind, festzulegen, noch von Artikel 544 des Bürgerlichen Gesetzbuches von der Gesetzgebung über Landpacht abzuweichen.

Die angefochtene Bestimmung dient dazu, den Berufsvorbänden die ihnen fehlende Befugnis zu erteilen. Sie hat jedoch nicht zum Zweck, vom Staatsrat für nichtig erklärte Verwaltungsakte zu bestätigen, und enthält somit nicht einer Kategorie von Rechtssubjekten eine wesentliche Rechtsgarantie vor.

Der erste Klagegrund ist also nicht begründet.

#### *Was den zweiten Klagegrund betrifft*

4.A.1. Die Kläger führen einen zweiten Klagegrund an, der sich auf die Verletzung der Artikel 6 und 6 bis der Verfassung durch das Gesetz stützt, insofern der neue Artikel 4 bis eine Diskriminierung zwischen den belgischen Landwirten, die über für die Zuckerrübenproduktion geeignete Äcker verfügen, einführt. Das angefochtene Gesetz hat nämlich die Möglichkeit aufrechterhalten, dem ausscheidenden Pächter das Recht vorzubehalten, dem neuen Anbauer sein Einverständnis mit der Übertragung der Lieferungsrechte zu übertragen oder nicht. Sie sind der Auffassung, das Gesetz habe somit die Schaffung eines Systems ermöglicht, in dem es keine objektive und gleiche Zuteilung der Quoten auf sämtliche bisherigen und neuen Anbauer entsprechend den bewirtschafteten Flächen gibt.

4.A.2. In bezug auf diesen zweiten Klagegrund ist die VoG « Société générale des fabricants de sucre de Belgique » in ihrem Interventionsschriftsatz zunächst der Auffassung, daß der Klagegrund zurückgewiesen werden müsse, da das Lieferungsrecht ein vertragliches Recht sei; der Klagegrund sei zurückzuweisen, weil die Artikel 6 und 6 bis einem solchen Recht fremd seien.

Die intervenierende Partei ist ferner der Meinung, daß der Klagegrund zurückgewiesen werden müsse, insofern er dem Gesetz eine Diskriminierung zwischen Inhabern und Nichtinhabern eines solchen Vertrags vorwerfe, denn nicht das angefochtene Gesetz, sondern die überberuflichen Vereinbarungen regeln die Zuteilung und Verteilung der Lieferungsrechte. Sie macht schließlich geltend, es sei festzustellen, daß die Lieferungsrechte so ausgehandelt wurden, daß alle betroffenen Parteien, alle Zuckerrübenverkäufer, zu denen die Kläger nicht gehörten, Anspruch auf dieselben Rechte hätten, und daß die Kläger selbstverständlich keine Diskriminierung in dem Umstand vorfinden könnten, daß diejenigen, die wie sie keine Zuckerrübenverkäufer waren und sind, dieses Recht nicht erhalten haben. Die Zuckerproduktion und folglich die Zuckerrübenproduktion sind durch eine EG-Verordnung begrenzt, und folglich sei die Einschränkung des durch die Gewährung eines Lieferungsrechtes erhaltenen Vorteils künftig außerdem gerechtfertigt durch das Ziel, das mit einer solchen Begrenzung verfolgt werde, und sie stehe in einem angemessenen Verhältnismäßigkeitszusammenhang zu diesem Ziel. Die intervenierende Partei ist der Auffassung, daß die Kläger keine Diskriminierung gegenüber denjenigen, die sich in der gleichen Situation wie sie befinden, nämlich als Bewirtschafter kein Lieferungsrecht zu besitzen, geltend machen. Was die Beschwerde bezüglich der möglichen Übertragungsmodalitäten betrifft, vertritt die intervenierende Partei den Standpunkt, daß das angefochtene Gesetz keineswegs die Kläger benachteilige, sondern eine zusätzliche Möglichkeit zum Erwerb des Rechtes biete, ohne eine Neuverteilung oder eine Anpassung abzuwarten, und daß das Einverständnis des Abtretenden, der das Recht persönlich, durch einen Vertrag und aufgrund seiner vorherigen Produktion erhalten hat, wegen der Regeln, die dem Recht der Verpflichtungen zugrunde liegen, und wegen des Gemeinschaftsrechts gerechtfertigt sei.

4.A.3. Die intervenierende Partei VoG « Confédération des betteraviers belges » ihrerseits weist den zweiten Klagegrund der Kläger als unbegründet zurück. Sie macht geltend, daß die gesetzliche Bestimmung ausschließlich dazu diene, eine gesetzliche Grundlage für den Abschluß von überberuflichen Vereinbarungen zu gewährleisten, und selbst keinerlei Bestimmung über die Vergabe des Lieferungsrechtes für Zuckerrüben enthalte. Unter diesen Bedingungen ist nach ihrem Dafürhalten nur schwerlich zu erkennen, wie die angefochtene Bestimmung die Gleichheit zwischen Landwirten, die über für die Zuckerrübenproduktion geeignete Äcker verfügen, verletzen könnte.

4.A.4. Der Ministerrat erkennt seinerseits zwei Teile im zweiten Klagegrund. Der erste Teil würde bedeuten, daß man im Falle von Grundstückstransaktionen eine Diskriminierung von Zuckerrübenbetrieben sieht. In seinem Schriftsatz vertritt der Ministerrat den Standpunkt, daß der Gesetzgeber durch die Möglichkeit, mit überberuflichen Vereinbarungen die Übertragung der Lieferungsrechte auf Dritte mit oder ohne Übertragung der Nutznießung des Bodens sowie mit oder ohne schriftlichem Einverständnis des Inhabers der Rechte, der die Nutznießung des Bodens abtritt, nicht die Schaffung von Kriterien, die nicht objektiv, gerechtfertigt und vernünftig wären, gestattet habe. Er ist der Auffassung, das vom Gesetzgeber angewandte Mittel sei normal und notwendig im Verhältnis zum angestrebten Ziel, nämlich den Abschluß der in der EG-Verordnung zur Einschränkung der Produktion von Zuckerrüben vorgesehenen überberuflichen Vereinbarungen zu ermöglichen. Dies sei keineswegs unsinnig und verhindere keineswegs, daß all jene, die sich in der gleichen, leicht erkennbaren spezifischen Situation befinden, gleich behandelt werden.

Der zweite Teil, den der Ministerrat in diesem zweiten Klagegrund erkennt, bedeutet, daß eine Diskriminierung bestehe, weil keine neuen Zuckerrübenbetriebe möglich seien. In bezug auf diesen zweiten Teil ist nach Auffassung des Ministerrates unverzüglich eine eindeutige Antwort zu geben, denn die Steigerung der Zuckerrübenproduktion in Belgien werde nicht durch den angefochtenen Artikel 215, sondern durch die EG-Bestimmungen begrenzt.

4.A.5. In ihrem Erwidierungsschriftsatz erklären die Kläger sich mit der Einschätzung einverstanden, daß ihr zweiter Klagegrund zwei Teile umfaßt.

Erster Teil : es kann keine neuen Zuckerrübenbetriebe auf den Flächen, auf denen sie angebaut werden können, geben.

Die Kläger streiten die Argumente des Ministerrates ab, wonach die EG-Bestimmungen die Steigerung der Zuckerrübenproduktion in Belgien begrenzen. Es geht nach ihrem Dafürhalten nicht um die Begrenzung durch die Gemeinschaft, sondern um die Produktionsmöglichkeiten für alle potentiellen Erzeuger, unter denen kein Unterschied gemacht werden kann, je nachdem, ob sie niedergelassen sind oder nicht. Nach Auffassung der Kläger verstößt diese Diskriminierung eindeutig gegen Artikel 6 der Verfassung.

Zweiter Teil : bei der Übertragung von Ländereien kann der neue Bewirtschafter das Lieferungsrecht nur mit der Zustimmung des alten Bewirtschafters erhalten (und natürlich gegen Bezahlung dieses Lieferungsrechts). Die klagenden Parteien betrachten es als unannehmbar, daß der Abtretende die Möglichkeit hat, seine Zustimmung zu verweigern oder sich dafür bezahlen zu lassen. Der Abtretende habe per definitionem seinem Betrieb aufgegeben und könne also keine Zuckerrüben mehr liefern; aufgrund welchen Umstandes könne er den neuen Bewirtschafter zwingen, ihn für ein Recht zu bezahlen, das er endgültig verloren habe, fragen die Kläger, die außerdem geltend machen, daß den nicht im Besitz von Quoten befindlichen Bewirtschaftern systematisch die Zuteilung gleich welchen Lieferungsrechtes verweigert werde. Sie sind daher der Meinung, daß eine voll gegen sie gerichtete Diskriminierung bestehe.

Außerdem weisen die Kläger die Behauptung zurück, wonach alle Bewirtschafter auf gleiche Weise behandelt würden. Für sie stelle sich nicht die Frage, ob alle Bewirtschafter ohne Quoten auf gleiche Weise behandelt werden, sondern ob es gerecht und vernünftig ist, daß die bestehenden Erzeuger zu ihrem alleinigen Vorteil ein Monopol der Lieferungsrechte besitzen können. Die Kläger verweisen darauf, daß sie nie dafür eingetreten seien, daß die Lieferungsrechte dem Landeigentümer zugeteilt werden müßten, sondern vielmehr, daß der Bewirtschafter, ob er nun Eigentümer oder Pächter sei, sie besitzen müsse. Die Kläger sind ebenfalls nicht einverstanden mit der These der intervenierenden Partei VoG « Société générale des fabricants de sucre », die behauptet, die Artikel 6 und 6bis würden sich nicht auf ein vertragliches Recht beziehen. Sie sind der Auffassung, daß ihre Rechte erheblich bedroht seien, da sie nicht mehr die Möglichkeit hätten, bei den Zuckerfabriken Lieferungsrechte zu erhalten, daß sie im Vergleich zu anderen privilegierten Rübenbauern diskriminiert würden und daß sie nicht mehr vor dem Gesetz gleich seien. Artikel 6bis der Verfassung besagt, daß die Inanspruchnahme der Rechte ohne Diskriminierung gewährleistet sein muß. Man versteht nicht die Argumentation, wonach für gewisse Rechte eine Diskriminierung geschaffen werden könne, weil sie vertraglicher Art seien.

4.B.1. Das angefochtene Gesetz erteilt den Berufsverbänden die Befugnis, durch überberufliche Vereinbarungen die Bedingungen für die Verteilung der Lieferungsrechte zu regeln.

Diese Befugnis steht an sich nicht im Widerspruch zu den Artikeln 6 und 6bis der Verfassung, denn man kann nicht davon ausgehen, daß sie die Berufsverbände von der Einhaltung der besagten Artikel befreit, wenn sie überberufliche Vereinbarungen abschließen, oder daß sie, insbesondere durch die vom König festgelegten Bedingungen, dem Landwirtschaftsminister die Möglichkeit bietet, Vereinbarungen zu genehmigen, die nicht den besagten Verfassungsbestimmungen entsprechen.

Die Durchführung von Gesetzesbestimmungen gehört nicht zum Zuständigkeitsbereich des Hofes.

4.B.2.a. Die angefochtene Bestimmung erteilt den Berufsverbänden die Ermächtigung, durch überberufliche Vereinbarungen die Übertragung der Lieferungsrechte vom Inhaber auf einen Dritten mit oder ohne Übertragung der Nutznießung des Bodens sowie mit oder ohne schriftlichem Einverständnis des die Nutznießung des Bodens abtretenden Inhabers der Rechte zu regeln.

Die Kläger machten geltend, daß diese Bestimmung die Artikel 6 und 6bis der Verfassung mißachte, weil sie die Möglichkeit biete, dem Inhaber der Rechte, der die Nutznießung des Bodens abtritt, das Recht vorzubehalten, dem neuen Anbauer sein Einverständnis mit der Übertragung der Lieferungsrechte zu erteilen.

4.B.2.b. Die vom Gesetzgeber den Berufsverbänden erteilte Ermächtigung, durch überberufliche Vereinbarungen die Übertragung der Lieferungsrechte für Zuckerrüben zu regeln, steht an sich nicht im Widerspruch zu den Artikeln 6 und 6bis der Verfassung, insofern diese Ermächtigung es nicht ermöglicht, eine Übergangsregelung einzuführen, die im Widerspruch zu diesen Verfassungsbestimmungen steht; dies muß der Hof prüfen.

4.B.3. Die Verfassungsregeln der Gleichheit der Belgier und der Nichtdiskriminierung schließen nicht aus, daß zwischen gewissen Kategorien von Personen eine unterschiedliche Behandlung eingeführt wird, vorausgesetzt, daß dieses Unterscheidungskriterium objektiv und vernünftig gerechtfertigt werden kann. Das Bestehen einer solchen Rechtfertigung ist unter Berücksichtigung der Zielsetzung und der Auswirkungen der angefochtenen Maßnahme sowie der Art der betreffenden Prinzipien zu beurteilen; der Gleichheitsgrundsatz wird verletzt, wenn nachgewiesen ist, daß kein vernünftiger Verhältnismäßigkeitszusammenhang zwischen den angewandten Mitteln und dem angestrebten Ziel besteht.

Durch das angefochtene Gesetz kann die bereits mit den ersten überberuflichen Vereinbarungen vorgenommene Unterscheidung zwischen den Erzeugern, die ein Lieferungsrecht erhalten haben, und den anderen aufrechterhalten und verstärkt werden. Außerdem ermöglicht es den Berufsverbänden, die die Vereinbarung abschließen, die Übertragung der Lieferungsrechte von der schriftlichen Zustimmung des Inhabers der Rechte, der die Nutznießung des Bodens abtritt, abhängig zu machen. Dieser Inhaber, der bereits durch die Zuteilung eines Lieferungsrechtes im Vorteil war, erhält auf diese Weise die Möglichkeit, zusätzlich einen weiteren Vorteil zu erhalten, indem er sein Lieferungsrecht abtritt, an wen er will und unter den von ihm bestimmten Bedingungen. Dieser Vorteil kann nicht gegenüber der Zielsetzung des Gesetzgebers, nämlich eine gerechte Verteilung der Lieferungsrechte für Zuckerrüben angesichts der Höchstquote, die Belgien durch die EG-Bestimmungen zugeteilt wurde, zu gewährleisten. Er ist umso weniger gerechtfertigt, als er dazu führt, daß die Aussichten, solche Rechte zu erhalten, für diejenigen, die ursprünglich keine Lieferungsrechte erhalten hatten und somit benachteiligt waren, bei einer Neuverteilung der Rechte eingeschränkt werden.

Artikel 215 des Gesetzes vom 29. Dezember 1990 über Sozialbestimmungen, der in das Gesetz vom 28. März 1975 bezüglich des Handels mit Agrar-, Gartenbau- und Seefischereiprodukten einen Artikel 4bis, Par. 1, Absatz 2 einfügt, der den Berufsverbänden die Ermächtigung erteilt, durch überberufliche Vereinbarungen die Übertragung der Lieferungsrechte für Zuckerrüben vom Inhaber auf einen Dritten zu regeln, ist also für nichtig zu erklären, insofern diese Ermächtigung es ermöglicht, diese Übertragung vom schriftlichen Einverständnis des die Nutznießung des Bodens abtretenden Inhabers abhängig zu machen.

*Was den dritten Klagegrund betrifft*

5.B. Der dritte Klagegrund ist abgeleitet von der Verletzung des Artikels 11 der Verfassung und des Artikels 1 des Zusatzprotokolls zur Europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten vom 20. März 1952, genehmigt durch das Gesetz vom 13. Mai 1955.

Der Hof kann nicht über Klagegründe befinden, die die direkte Verletzung von Artikel 11 der Verfassung oder von völkerrechtlichen Verträgen geltend machen und im übrigen nicht darlegen, inwiefern ihre Mißachtung einen Verstoß gegen die Artikel 6, 6bis und 17 der Verfassung darstellen würde.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

erklärt Artikel 215 des Gesetzes vom 29. Dezember 1990 über Sozialbestimmungen, insofern er den Berufsverbänden die Ermächtigung erteilt, die Übertragung der Lieferungsrechte für Zuckerrüben vom schriftlichen Einverständnis des die Nutznießung des Bodens abtretenden Inhabers abhängig zu machen, für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 9. Juli 1992.

Der Kanzler,  
H. Van der Zwalmen.

Der Vorsitzende,  
J. Wathelet.

**MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN EN MINISTERIE  
VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN  
ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 92 — 2208 (92 — 1814)

24 JUNI 1992. — Ministerieel besluit tot opheffing van het ministerieel besluit van 4 januari 1990 waarbij de uitvoer van sommige ijzer- en staalprodukten naar de Verenigde Staten van Amerika aan vergunning onderworpen wordt. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 132 van 8 juli 1992, dient men te lezen :

1<sup>o</sup> bladzijde 15649 : in de Nederlandse tekst van artikel 1, in fine, de woord « opgeheven » in plaats van het woord « opgegeven »;

2<sup>o</sup> bladzijde 15650 : « Art. 2 » in plaats van « Art. 4 ».

**MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET MINISTERE  
DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

F. 92 — 2208 (92 — 1814)

24 JUIN 1992. — Arrêté ministériel abrogeant l'arrêté ministériel du 4 janvier 1990 soumettant à licence l'exportation de certains produits sidérurgiques vers les Etats-Unis d'Amérique. — Errata

Au *Moniteur belge* n<sup>o</sup> 132 du 8 juillet 1992, il y a lieu de lire :

1<sup>o</sup> page 15649 : dans le texte néerlandais de l'article 1<sup>er</sup>, in fine, le mot « opgeheven » au lieu du mot « opgegeven »;

2<sup>o</sup> page 15650 : « Art. 2 » au lieu de « Art. 4 ».

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN AMBTENARENZAKEN**

N. 92 — 2209

24 JULI 1992. — Ministerieel besluit houdende vaststelling van het formulier voor aanvraag tot overplaatsing

De Minister van Ambtenarenzaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 12, § 1, dat vervangen werd bij het koninklijk besluit van 22 november 1991;

Gelet op het protocol nr. 144 van 8 juli 1992 van het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten,

Besluit :

**Artikel 1.** Het formulier voor aanvraag tot overplaatsing, bedoeld in artikel 12, § 1, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, wordt opgemaakt overeenkomstig het bij dit besluit gevoegde model.

**Art. 2.** De aanvragen tot overplaatsing die regelmatig zijn ingediend vóór de datum van het van kracht worden van dit besluit blijven geldig.

De ambtenaar kan evenwel een nieuwe aanvraag tot overplaatsing indienen door middel van het bijgevoegde formulier. In dat geval vervalt de vorige aanvraag.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 24 juli 1992.

L. TOBACK

**MINISTERE DE L'INTERIEUR  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 92 — 2209

24 JUILLET 1992. — Arrêté ministériel portant fixation du formulaire de demande de mutation

Le Ministre de la Fonction publique,

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 12, § 1<sup>er</sup>, remplacé par l'arrêté royal du 22 novembre 1991;

Vu le protocole n<sup>o</sup> 144 du 8 juillet 1992 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le formulaire de demande de mutation visé à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat est établi conformément au modèle annexé au présent arrêté.

**Art. 2.** Les demandes de mutation régulièrement introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent valables.

Toutefois, l'agent peut introduire une nouvelle demande de mutation au moyen du formulaire repris en annexe; en ce cas, la demande antérieure est considérée comme nulle et non avenue.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 juillet 1992.

L. TOBACK